



Site de Modale.
Crédit photo : Micheline Muyisa/PAM

Évaluation du nouvel afflux de réfugiés centrafricains dans les provinces du Nord et du Sud Ubangi (hors camp)

République Démocratique du Congo

Mai 2022

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Évaluation du nouvel afflux de réfugiés centrafricains dans les provinces du Nord et du Sud
Ubangi (hors camp)
République Démocratique du Congo

Données collectées en octobre 2021.

Rapport publié en mai 2022.

Composition de l'équipe de coordination et de collecte des données :

HUB

Federica Esu, Analyste de données et ciblage, federica.esu@wfp.org

Cinzia Papavero, Conseillère Ciblage, cinzia.papavero@wfp.org

HCR

Takaaki Miura, Administrateur Chargé d'Interventions Monétaires, miura@unhcr.org

Bobo Kitoko, Associé à la Gestion des Données, kitoko@unhcr.org

Papa Moussa Ndoye, Administrateur Chargé des Moyens de Subsistance et Inclusion
Économique, ndoye@unhcr.org

Serge Ahmed Cheick Ouedraogo, Administrateur Associé Chargé d'Interventions
Monétaires, ouedraogo@unhcr.org

PAM

Aysha Twose, Chargée de Programme VAM-M&E, aysha.twose@wfp.org

Blanchard Asengo, Chargé de Programme, blanchard.asengo@wfp.org

Innocent Kabongo, Chargé de Suivi et Évaluation, innocent.kabongo@wfp.org

Micheline Muyisa, Associée au Programme, micheline.muyisa@wfp.org

Michael Zongo, Chargé de Programme Suivi et Évaluation, michael.zongo@wfp.org

Acronymes

ADSSE	Association pour le développement social et la sauvegarde de l'environnement
AIRD	African Initiatives for Relief and Development
CDM	Chef de Ménage
CNR	Commission Nationale pour les Réfugiés
ECMEN	Economic Capacity to Meet Essential Needs
ENA	Essential Needs Analysis
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
ICS	Index de Cohésion Sociale
ISS-r	Indice de Stratégie de Survie-réduit
MEB	Minimum Expenditure Basket
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PBS	Personne à Besoin Spécifique
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
SCA	Score de Consommation Alimentaire
SMEB	Survival Minimum Expenditure Basket
SRAC	Strategic Resource Allocation Committee
VAM	Vulnerability Analysis and Mapping

Tableau des Matières

Résumé Exécutif	7
Contexte, justification et objectifs de l'étude	8
Méthodologie de l'enquête	13
Résultats	15
Caractéristiques sociodémographiques des ménages	15
Logement.....	19
Possession de biens et de terres cultivables.....	20
Consommation alimentaire	22
Stratégies alimentaires	25
Stratégies basées sur les moyens d'existence	27
Moyens d'existence	30
Situation professionnelle et revenus	34
Crédit et endettement	39
Dépenses	40
Visites en République Centrafricaine	43
Mécanismes de gestion des plaintes	45
Réseau social et participation communautaire	45
Accès aux soins de santé	46
Capacité économique à répondre aux besoins essentiels.....	48
Vulnérabilité	53
Conclusions et Recommandations	57
Conclusions.....	57
Recommandations	59
Annexes	63
Annexe 1 : Structure de l'enquête	63
Annexe 2 : Nouvel afflux de population centrafricaine réfugiée en DRC	64
Annexe 3 : Différence de genre	65
Annexe 4 : MEB/SMEB révisé -Yakoma	66
Annexe 5 : Dépenses considérées dans le calcul du ECMEN	67
Annexe 6 : Synthèse des réalisations du projet PAM de renforcement de la résilience....	68

Tableaux

Tableau 1 : Échantillon de l'enquête	14
Tableau 2 : Caractéristiques des ménages enquêtés	16
Tableau 3 : Dépenses mensuelles par personne en CDF et USD	41
Tableau 4 : Construction de l'indicateur ECMEN (valeurs mensuelles par personne).....	51
Tableau 5 : MEB, SMEB et ECMEN des réfugiés par site	52
Tableau 6 : Critères de vulnérabilité des réfugiés	55
Tableau 7 : Fréquence de la vulnérabilité selon les sites	56

Cartes

Carte 1 : Villages d'accueil des réfugiés centrafricains en RDC	10
---	----

Figures

Figure 1 : Présence d'enfants au sein du ménage.....	17
Figure 2 : Ménages ayant des besoins spécifiques	18
Figure 3 : Type de logement.....	19
Figure 4 : Conditions du logement selon les occupants	19
Figure 5 : Nombre de biens possédés par catégorie.....	20
Figure 6 : Proportion de ménages possédant des terres cultivables	21
Figure 7 : Classification des ménages selon leur consommation alimentaire	22
Figure 8 : Nombre des jours de la semaine dans lesquels les groupes d'aliments sont consommés-comparaison entre Yakoma et Zongo	23
Figure 10 : Valeur de l'ISS-r	25
Figure 11 : Stratégies alimentaires mises en place par les réfugiés	26
Figure 12 : Proportion des ménages ayant fait recours aux stratégies d'adaptation	27
Figure 13 : Adoption des stratégies selon leur degré.....	28
Figure 14 : Ménages ayant fait recours aux stratégies basées sur les moyens d'existence ..	29
Figure 15 : Moyens d'existence des ménages	31
Figure 16 : Compétences des membres des ménages	32
Figure 17 : Alignement entre compétences et activités liées aux moyens d'existence	33
Figure 18 : Revenu mensuel des ménages réfugiés	35
Figure 19 : Contraintes aux activités économiques - Yakoma	36
Figure 20 : Contraintes aux activités économiques - Zongo	37
Figure 21 : Emploi des enfants.....	38
Figure 22 : Ménages ayant accès au crédit	39
Figure 23 : Remboursement de la dette.....	39
Figure 24 : Modalité des dépenses alimentaires.....	40
Figure 25 : Dépenses alimentaires mensuelles.....	41
Figure 26 : Dépenses non-alimentaires mensuelles	42
Figure 27 : Raison principale des visites en RCA.....	44
Figure 28 : Présence des mécanismes de gestion de plaintes.....	45
Figure 29 : Difficultés rencontrées dans l'accès aux soins de santé	47
Figure 30 : Capacité économique des ménages dans les zones enquêtées.....	52
Figure 31 : Classification des ménages selon leur vulnérabilité	55
Figure 32 : Classification des ménages selon une deuxième définition de vulnérabilité	56

Résumé Exécutif

La vague de violences suite aux élections présidentielles en République centrafricaine a amené 92 000 nouveaux réfugiés en République Démocratique du Congo, dont 5 200 installés dans les sites de Zongo et Yakoma chez des familles d'accueil, vivant déjà en situation de détresse économique et situées dans des zones typiquement pauvres et desservies du pays. Cette enquête a visé ces réfugiés centrafricains dans le but d'affiner une stratégie de ciblage qui permette d'identifier les plus vulnérables et de les soutenir à travers une assistance adaptée à leurs besoins et priorités, en vue de faciliter et d'atteindre l'autonomie.

Méthodologie. L'enquête a eu lieu pendant le mois d'octobre 2021, auprès de 770 ménages, sélectionnés par un échantillonnage systématique dans la zone urbaine de Zongo et celle rurale de Yakoma.

Résultats principaux

- Seulement 9 % des ménages habitent dans un logement de type permanent ;
- Seulement 33 % des ménages ont une consommation alimentaire acceptable ;
- Coté emploi, la majorité des chefs de ménage est en âge de travailler et la presque totalité des chefs de ménage réfugiés était occupée avant d'arriver en RDC, alors que 71 % d'entre eux est maintenant sans emploi ;
- A Yakoma les ménages pratiquent majoritairement l'agriculture (71 %) alors qu'à Zongo l'entreprenariat et le petit commerce prédominent (44 %) ;
- Le niveau de vulnérabilité est très élevé¹ dans les deux sites (plus de 98 % des ménages sont extrêmement vulnérables)².
- Le facteur qui influence le plus la vulnérabilité des réfugiés est la faible capacité économique des ménages, qui souligne des niveaux des dépenses faibles.

Recommandations

- **Assistance** : après avoir évalué la mobilité des réfugiés il faudra mettre en place une stratégie conjointe, intégrée et multisectorielle pour couvrir les besoins primaires dans le moyen et long terme avec plusieurs partenaires. La réponse visera à soutenir les moyens d'existence et facilitera l'accès au crédit, à l'emploi, aux soins de santé et à améliorer la chaîne d'approvisionnement.
- **Ciblage** : sans oublier la communauté hôte qui est aussi en grande détresse, il faudra considérer de cibler toute la population réfugiée, vu le grand degré de vulnérabilité qui la caractérise. En vue des variations géographiques avérés entre Zongo et Yakoma il est recommandé d'adapter l'assistance humanitaire en fonction du milieu d'accueil, de son profil et besoins spécifiques.
- **Mobilisation de ressources** : accroître l'engagement du gouvernement, de la communauté humanitaire et du développement, envers les réfugiés et la communauté hôte.

¹ Indicateur créé en conformité avec les lignes guide de *l'Essential Needs Analysis* du PAM.

² Résultat comparable à celui des réfugiés burundais et sud soudanais en RDC interviewés en 2021.

Contexte, justification et objectifs de l'étude

Depuis que les violences entre miliciens Séléka et anti-balaka liées à l'élection présidentielle en République centrafricaine (RCA) ont éclaté en décembre 2020, et qu'en janvier 2021 le gouvernement centrafricain a instauré l'état d'urgence et un couvre-feu pour faire face à l'assaut conduit par les troupes rebelles sur la capitale, environ 164 000 centrafricains se retrouvent déplacés en RCA et plus de 117 000 personnes ont afflué dans les pays voisins, en majorité en République Démocratique du Congo (RDC) mais aussi au Cameroun, au Tchad et dans la République du Congo. Deux grandes tendances peuvent être observées dans l'afflux de réfugiés centrafricains : certains affirment avoir fui à titre préventif, tandis qu'une grande majorité a été contrainte de fuir après avoir subi des exactions et le pillage de leurs biens par les rebelles.³ Le nouveau déplacement de plus de 280 000 personnes s'ajoute aux 1,3 million de centrafricains déjà déracinés dans la région, ce qui porte le nombre total de centrafricains déplacés (personnes déplacées et réfugiées) à plus de 1,5 million, soit près du tiers de la population totale du pays. La communauté des réfugiés est principalement composée de femmes et d'enfants. La population comprend également de nombreuses personnes ayant des besoins spécifiques, comme des personnes souffrant de graves problèmes de santé, des enfants non accompagnés ou séparés, des femmes à risque, des personnes âgées à risque et des victimes de violences basées sur le genre.⁴

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), environ 206 300 réfugiés centrafricains vivent dans des camps et avec des communautés d'accueil dans les provinces du Nord-Ubangi, du Sud-Ubangi et du Bas-Uélé en RDC⁵, la population réfugiée centrafricaine étant une des plus nombreuses.

La vague de réfugiés qui a fui les violences de décembre 2020 a amené environ 92 000 nouveaux centrafricains⁶ arrivés dans 40 différentes localités dans les provinces du Bas-Uélé,

La Séléka

La Séléka est une alliance de mouvements rebelles issues du nord de la RCA à majorité musulmane se regroupent pour former la Séléka, «Alliance» en sango. Politiquement, la Séléka se veut une structure paraétatique et met en place une administration parallèle. La prédation des ressources naturelles et des taxations diverses constitue ses principaux revenus.

Les Anti-balaka

Les anti-balaka sont des groupes d'autodéfense organisés au niveau communautaires apparus en réaction aux exactions de la Séléka. Les anti-balaka sont issus des populations du sud et de l'ouest du pays, où les chrétiens sont majoritaires.

³ Plan de Réponse d'Urgence Inter-Agence à l'Afflux des Réfugiés Centrafricains en RDC Mars – Décembre 2021.

⁴ Plan de Réponse d'Urgence Inter-Agence à l'Afflux des Réfugiés Centrafricains en RDC Mars – Décembre 2021.

⁵ Source : ONU Info, <https://news.un.org/fr/story/2021/10/1107052>

⁶ Source : HCR, <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2021/3/603e263ca/rdc-hcr-relocalise-milliers-refugies-centrafricains-vers-lieux-rs.html>

du Nord Ubangi et du Sud Ubangi, toutes frontalières de la RCA, délimitée par la rivière Ubangi. Ces trois provinces d'accueil des réfugiés sont parmi les zones les plus mal desservies de la RDC, avec un accès limité aux infrastructures sociales de base et une faible dotation en opportunités d'emploi. Les ressources déjà réduites, la pauvre situation économique de la population locale, les vulnérabilités financières des réfugiés combinées aux tensions potentielles avec les communautés d'accueil constituent des contraintes à l'installation de cette population dans ces zones.

La plupart de ces réfugiés sont installés dans des sites aménagés par le HCR, bien que d'autres réfugiés soient hébergés par des familles d'accueil qui leur sont venues en aide, au sein de communautés d'accueil déjà vulnérables. Des nombreux réfugiés dorment dans des abris de fortune, la plupart n'ayant pas ou peu accès à l'eau potable, aux installations sanitaires ou à la nourriture. Certains ont été accueillis par des familles hôtes, parfois avec jusqu'à trois familles de réfugiés vivant sous un même toit⁷. D'autres se trouvent le long des rivières dans des zones frontalières difficiles d'accès, ce qui pose un défi très important en matière d'accès à la population. Ces contraintes logistiques d'acheminement de l'assistance aux réfugiés s'empirent pendant la saison des pluies.

Plusieurs traités et conventions internationaux et régionaux favorisent la protection adéquate des réfugiés et garantissent leur droit. Les réfugiés sont censés avoir les mêmes droits que les citoyens congolais pour exercer des activités professionnelles, obtenir une assistance sociale, accéder aux soins de santé et à l'éducation, ainsi que la liberté de circulation. Malgré ces mesures qui encouragent l'intégration des réfugiés dans la vie locale, la majorité des réfugiés a un accès très difficile à diverses ressources (matérielles et financières) et leurs enfants n'ont pas accès à l'éducation.

Autres que des camps de réfugiés le HCR a également aménagé un site de relocalisation volontaire des réfugiés centrafricains situé à Modale, à 35 kilomètres de Yakoma centre (province du Nord Ubangi), un village où les réfugiés et les autochtones sont voisins, ce qui favorise l'interaction entre les deux communautés. Le HCR y établit de nouvelles installations pour la distribution d'eau et l'assainissement et prévoit d'accroître les infrastructures de santé et d'éducation, des services administratifs et judiciaires.

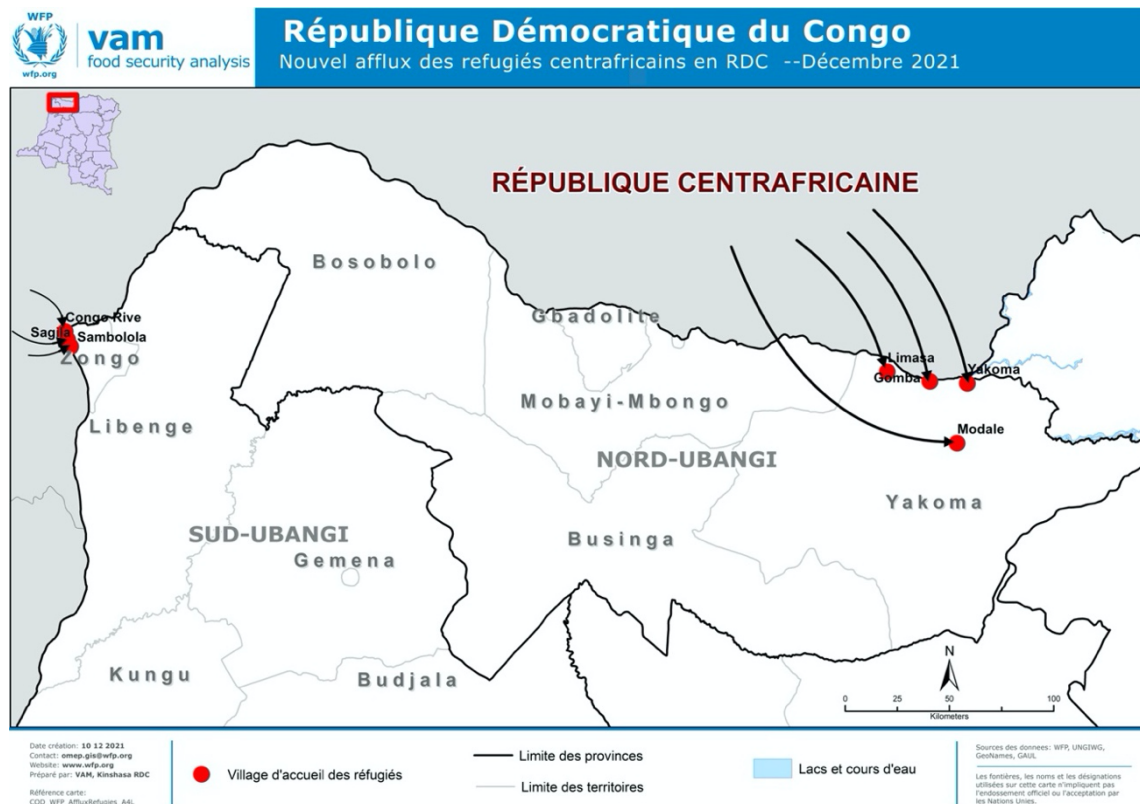
Les zones de Zongo et de Yakoma/Modale accueillent actuellement le plus grand nombre de réfugiés nouvellement arrivés hors camp. Ces zones sont déjà très vulnérables et caractérisées par des taux d'insécurité alimentaire élevés de la population locale : dans le Nord Ubangi l'insécurité alimentaire touche plus de 70 % de la population, dont 16 % de manière sévère, et dans le Sud Ubangi l'insécurité alimentaire touche 52 % des ménages dont 9 % de façon sévère, sur une population estimée à plus de 5 181 000 personnes⁸. Sur les deux sites enquêtés, on compte 5 200 ménages de réfugiés centrafricains.

⁷ Source : ONU Info, <https://news.un.org/fr/story/2021/03/1090622>

⁸ Source : PAM, *EFSA Grand Équateur*, août -septembre 2021.

La présente enquête cible le nouvel afflux de réfugiés centrafricains qui sont logés hors camps dans des villages au sein de familles d'accueil. Une enquête successive du PAM et du HCR ciblera les réfugiés centrafricains installés dans des camps de réfugiés.

Carte 1 : Villages d'accueil des réfugiés centrafricains en RDC



Réponse à l'urgence. Un Plan de Réponse d'Urgence Inter-Agence à l'Afflux des Réfugiés Centrafricains en RDC a été mis en place sous la coordination générale du Gouvernement de la RDC, à travers la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR), et du HCR pour répondre à l'urgence avec une stratégie multisectorielle. Ce plan de réponse est centré sur la protection qui favorise l'accès au territoire et à l'asile, l'assistance humanitaire et les opportunités de solutions durables et d'autonomie⁹.

Au niveau des bureaux de pays, le PAM et le HCR, ainsi que d'autres partenaires non gouvernementaux, ont commencé à assister les réfugiés centrafricains dans les zones frontalières de manière générale pour couvrir leurs besoins essentiels et répondre aux risques d'agression. Le HCR assiste ces réfugiés à travers une assistance en espèces pour couvrir les besoins non alimentaires. Le PAM fournit une assistance alimentaire en espèces directes pour couvrir les besoins alimentaires de base ainsi qu'un soutien aux moyens d'existence dans le cadre du programme de renforcement de la résilience couvrant un grand nombre de ménages depuis septembre 2021 (environ 4 000 ménages).

⁹ Source : HCR, <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/85747>

Il est cependant nécessaire de passer d'une assistance générale à une assistance ciblée pour répondre aux besoins de base et favoriser l'autosuffisance alimentaire et économique. Par conséquent, une approche de ciblage doit être développée pour permettre d'identifier les réfugiés les plus vulnérables et de les soutenir à travers une assistance adaptée à leur profil, en vue de faciliter et d'atteindre l'autonomie.

Dans ce contexte, « le HUB », le centre conjoint d'excellence programmatique et de ciblage UNHCR-PAM, coordonne et soutient le processus d'évaluation, d'analyse et de ciblage grâce aux efforts conjoints des équipes des bureaux pays et des bureaux régionaux.

Le UNHCR-PAM centre conjoint d'excellence programmatique et de ciblage ("Le Hub")

Le Hub est une équipe inter-agences composée de personnel du HCR et du PAM qui offre un soutien technique au travail conjoint de ces deux agences. Cela peut inclure un soutien technique tel que dans la planification, la mise en œuvre et l'analyse des évaluations, l'élaboration de stratégies de ciblage et de communication envers les personnes affectées, la programmation conjointe, ou bien l'interopérabilité des systèmes de données. Vous pouvez trouver plus de détails sur le type de support proposé via le site web du Hub (<https://wfp-unhcr-hub.org/>).

Objectif de l'enquête. L'évaluation des besoins et des moyens d'existence du nouvel afflux des réfugiés centrafricains a pour objectif de mettre à jour les connaissances relatives aux besoins humanitaires et de définir la situation des moyens d'existence des réfugiés centrafricains arrivés en RDC depuis décembre 2020 dans les zones de Yakoma et Zongo hors des camps de réfugiés. Cet exercice permettra finalement d'évaluer la vulnérabilité de ces nouveaux réfugiés, de formuler des possibles réponses programmatiques pour faciliter l'autonomisation et d'évaluer des possibles stratégies de ciblage pour soutenir leurs moyens d'existence. Cela s'inscrit dans le but conjoint du PAM et du HCR de fournir un soutien à plus long terme aux réfugiés, basé sur les besoins effectifs de la population tout en améliorant durablement son autonomie et sa sécurité alimentaire.

Les **objectifs spécifiques** de l'évaluation sont les suivants :

1. Comprendre les besoins fondamentaux des nouveaux réfugiés centrafricains hors camp, leurs vulnérabilités, ainsi que les compétences, les défis et les opportunités en matière de moyens d'existence dans le contexte de l'urgence liée au nouvel afflux dans les territoires de Yakoma et Zongo ;
2. Déterminer et analyser les caractéristiques démographiques et socio-économiques du nouvel afflux de réfugiés centrafricains en RDC afin de comprendre leurs vulnérabilités ;
3. Informer l'approche de ciblage existant des populations réfugiées centrafricains en RDC ;

4. A travers la collecte des nouvelles données, identifier des priorités et des activités programmatiques liées aux moyens d'existence et à la résilience pour mieux assister ces réfugiés dans une perspective de long terme et hors des camps ;
5. Évaluer la pertinence d'une approche de ciblage des moyens d'existence et informer les décisions programmatiques conjointes au cours de l'année 2022.

Méthodologie de l'enquête

L'enquête a été réalisée par le biais d'une collecte des données primaires quantitatives au niveau d'un échantillon de ménages réfugiés centrafricains nouvellement installés dans les sites de Zongo et de Yakoma dans les provinces du Sud et du Nord Ubangi, qui accueillent actuellement le plus grand nombre de réfugiés nouvellement arrivés et installés hors camp¹⁰. Les réfugiés installés dans les camps du HCR ne sont pas pris en considération dans la présente enquête et font l'objet d'une enquête séparée.

Un accent particulier est mis sur la collecte de données primaires pour combler les lacunes d'information sur la démographie des ménages, la consommation alimentaire, les stratégies d'adaptation, les dépenses, les risques de protection, les moyens d'existence (par exemple, les sources de revenus/moyens de subsistance, les compétences et les opportunités, les défis à l'autonomisation), la possession de biens actifs, l'accès aux services financiers et les dettes, l'accès à la santé et la cohésion sociale. Le plan détaillé de la structure de l'enquête se trouve dans l'Annexe 1.

Échantillonnage. En s'appuyant sur les deux territoires géographiques et leurs différentes caractéristiques pour générer des résultats représentatifs pour chaque emplacement, les ménages ont été sélectionnés pour participer à

l'évaluation par un échantillonnage systématique, ce qui implique la sélection systématique de ménages à partir d'une liste complète de tous les ménages de la population étudiée (par exemple, la base de sondage). Les ménages sont à la fois les unités d'échantillonnage primaires et celles ultimes. Ce type d'échantillonnage a été choisi pour répondre aux défis rencontrés à plusieurs reprises sur le terrain dans le suivi des participants à l'enquête. Il s'agit en effet d'une population dispersée dans plusieurs zones (*éparpillé*) et très mobile vu sa proximité à la frontière avec la RCA.

A la fin de la collecte, un total de 791 ménages a été interviewé (394 à Zongo et 397 à Yakoma/Modale) pour atteindre un niveau de confiance de 95 % et une marge d'erreur d'environ 5 % (en tenant compte d'un taux de non-réponse de 10 %) pour chaque strate. L'échantillon a été tiré au sort directement selon la procédure indiquée dans l'encadré ci-contre et selon les estimations de la distribution des ménages réalisée au mois d'août 2021, indiquée dans l'annexe 2.

L'échantillonnage systématique est une méthodologie d'échantillonnage probabiliste dans lequel les membres de l'échantillon d'une large population sont sélectionnés selon un point de départ aléatoire mais avec un intervalle fixe et périodique. La méthodologie de sélection des ménages adoptée dans les villages pour cette enquête a été la suivante :

- 1) Promenade dans le village et établissement d'une carte des zones où résident les réfugiés.
- 2) Division des zones du village en différents segments.
- 3) Sélection aléatoire des ménages en utilisant une table de nombres aléatoires.

¹⁰ Sur les deux sites, on compte 5 200 ménages de réfugiés centrafricains.

Tableau 1 : Échantillon de l'enquête

	YAKOMA	ZONGO	TOTAL
Ménages enquêtés	397	394	791
Ménages retenus	391	379	770

Villages sélectionnés. Les villages retenus pour l'enquête sont ceux de Yakoma, Modale, Limasa et Gomba, dans le milieu rural de Yakoma (province du Nord Ubangi) et ceux de Congo Rive, Samborola et Sagila dans le milieu urbain de Zongo (province du Sud Ubangi).

Partenariat. L'enquête a été menée conjointement par le PAM et le HCR en partenariat avec la CNR, responsable de l'enregistrement de tous les réfugiés au niveau des camps, y compris ceux hors camp. Le HCR et le PAM, sous le guide du HUB, ont assuré la conception, la coordination des activités, la formation des enquêteurs, la collecte et la supervision des données. Le Hub a coordonné le traitement, nettoyage et analyse des données ainsi que la rédaction du rapport.

Outils de l'enquête. Les données primaires ont été recueillies par le biais d'un questionnaire administré en personne auprès de 791 ménages de réfugiés centrafricains nouvellement arrivés dans les régions de Zongo et de Yakoma/Modale. Les entretiens ont eu une durée approximative de 45 - 60 minutes.

Date de la collecte des données. La collecte de données s'est déroulée du 3 au 17 octobre 2021. Un total de cinq entretiens complets par jour et par agent recenseur a été réalisé.

Limites de l'enquête. Les principales contraintes auxquelles les enquêteurs ont dû faire face sur le terrain ont été :

- La localisation des ménages à enquêter, à cause de leur mobilité et de l'extension du territoire en question.

Résultats

Caractéristiques sociodémographiques des ménages

Composition du ménage. En moyenne un ménage est composé de 4,8 membres, une taille plus élevée par rapport à celle des réfugiés sud soudanais (3,7) et identique aux ménages burundais (4,8) en RDC, mais aussi inférieure à la taille moyenne des réfugiés centrafricains qui hébergent dans les camps (6,5). Les ménages de Yakoma sont de plus grande taille par rapport à ceux de Zongo (respectivement 5,2 membres contre 4,1).

De la composition des ménages nous remarquons que nombreux ménages n'ont pas du tout d'hommes adultes à leur sein, il s'agit d'environ la moitié des ménages (51 %). Quarante-trois pourcent des ménages de Yakoma et même 64 % de ceux de Zongo ne sont composés que des femmes adultes, ce qui est confirmé par les données d'enregistrement collectées mensuellement par le HCR indiquant que la population réfugiée féminine globale est de 54 % et que les femmes adultes sont plus nombreuses des hommes adultes de 45 % (source : HCR- Statistiques mensuelles des réfugiés et demandeurs d'asile au 30 novembre 2021).

Caractéristiques du chef de ménage (CDM). Les ménages sont plus souvent dirigés par des femmes que par des hommes, particulièrement à Zongo. En effet, plus de six ménages sur dix (62 %) ont à leur tête des femmes, la proportion étant plus élevée à Zongo avec 75 % alors qu'à Yakoma cette proportion est de 55 %.

Très peu de ménages sont dirigés par des mineurs (ayant moins de 18 ans) : 3 % dans le camp de Yakoma et aucun ménage dans celui de Zongo. En revanche, les ménages dirigés par une personne âgée (ayant plus de 59 ans) constituent en moyenne 7 % du total (respectivement 7 % à Yakoma et 8 % à Zongo).

Les chefs de ménage ont en moyenne 38,6 ans. On remarque peu de différence entre les sites (respectivement les CDM ont 38,3 ans à Yakoma et 39,2 ans à Zongo).

Une proportion importante de ménages est dirigée par des chefs qui, au moment de la collecte des données, n'étaient pas mariés (célibataires, veuf(ve)s, séparé(e)s ou divorcé(e)s) : en moyenne 35 % du total, avec 51 % à Zongo et 26 % à Yakoma (bien qu'il n'y ait pas de raisons spécifiques à justifier cette différence marquée).

Dans l'annexe 3 se trouvent les résultats détaillés de l'analyse démographique en termes de genre.

Niveau d'instruction du CDM. En moyenne quatre chefs de ménage sur dix (41 %) ont déclaré n'avoir jamais reçu d'éducation. Cette proportion est plus élevée à Zongo où 60 % des CDM n'est jamais allée à l'école alors qu'à Yakoma cette proportion est de 30 %. Cela s'explique par la présence de ménages dirigés par des femmes qui est plus élevée à Zongo qu'à Yakoma. En effet le niveau d'éducation est significativement corrélé au sexe du chef de

ménage et à son statut marital : les femmes et les chefs de ménage non mariés sont significativement plus susceptibles de ne pas avoir d'éducation.

Maladie chronique ou handicap du CDM. Environ 6 % des CDM souffrent d'un handicap physique ou mental (respectivement 6 % à Yakoma et 4 % à Zongo). Et 1% d'entre eux souffrent d'une maladie chronique.

Tableau 2 : Caractéristiques des ménages enquêtés

CARACTERISTIQUES MENAGES	YAKOMA	ZONGO	MOYENNE
Taille moyenne ménage	5,2	4,2	4,8
Age moyenne du CDM	38,3	39,2	38,6
Ménages dirigés par une femme	55 %	75 %	62 %
Ménages dirigés par un mineur (moins de 18 ans)	3 %	0 %	2 %
Ménages dirigés par une personne âgée (plus de 60 ans)	7 %	8 %	7 %
Ménages dirigés par un chef non marié(e) (Célibataire, séparé/divorcé, veuf(ve))	26 %	51%	35 %
CDM n'ayant pas de niveau d'éducation formelle	30 %	60 %	41 %
CDM ayant un handicap	6 %	4 %	6 %
CDM ayant une maladie chronique	1 %	1 %	1 %

Présence d'enfants. La présence d'enfants en bas âge (entre 0 et 4 ans) est très fréquente au sein des ménages enquêtés : deux tiers des ménages (67 %) sont composés d'enfants en bas âge. Cette proportion est plus élevée à Yakoma où 72 % des ménages ont des enfants en bas âge contre 57 % à Zongo.

Si l'on considère la présence de mineurs (enfants de 0 à 17 ans) au sein du ménage, la proportion est évidemment plus élevée avec en moyenne 91 % des ménages composés d'un ou plusieurs mineurs, respectivement 94 % à Yakoma et 85 % à Zongo.

Figure 1 : Présence d'enfants au sein du ménage



Les ménages enquêtés ont en moyenne 3,3 enfants (de 0-17 ans) mais seulement 1,9 enfants fréquentent l'école de manière régulière. A Zongo on observe une fréquentation encore plus basse (en moyenne 0,8 enfants vont à l'école sur une moyenne de 2,8 enfants par ménage).

Possession d'acte de naissance

Le droit à une identité légale est concrètement incarné par un document crucial, l'acte de naissance, qui établit le nom et la filiation de l'enfant. L'absence d'acte de naissance engendre des risques importants, puisque celles-ci peuvent avoir leur existence niée. En outre, sans un acte de naissance il est difficile d'inscrire un enfant à l'école.

Parmi les ménages des réfugiés centrafricains ayant des enfants, une proportion très importante a déclaré n'avoir pas obtenu d'acte de naissance pour tous leurs enfants¹¹ : 90 % des ménages se trouvant dans cette situation sans différences remarquables entre les deux milieux. Ces résultats sont en contradiction avec les données des réfugiés situés dans les camps (données recueillies par le HCR en août 2021)¹², ce qui met en exergue les difficultés d'assister les réfugiés quand ils ne sont pas concentrés dans des camps du HCR.

Le droit à une existence légale est le premier droit de tout être humain. Cette existence légale déclenche le droit à la santé, à l'éducation, à la protection contre les abus et l'exploitation. Un enfant dont la naissance n'est pas enregistrée n'a pas d'existence officielle et s'avère donc vulnérable à la **violence**, à la **maltraitance**, à la **négligence** et à l'**exploitation** (source : UNICEF, 2021 : *Un droit de chaque enfant à sa naissance. Inégalités et tendances dans l'enregistrement des naissances*).

L'existence légale n'est pas seulement au cœur de tous les droits, elle est aussi la capacité pour une nation et son gouvernement de concevoir et de contrôler tous les services de base. Malgré l'importance palpable de cette reconnaissance officielle cruciale de l'existence, en Afrique, plus de la moitié des enfants sont privés de ce droit fondamental, et donc de leur capacité à jouir pleinement de leurs droits humains. Cependant, les statistiques montrent que le continent progresse en matière d'enregistrement des naissances au cours des dernières décennies (source : UNICEF, <https://www.unicef.org/wca/fr/recits/pour-un-enregistrement-des-naissances-gratuit-et-universel-en-afrique>)

¹¹ Toutefois, les données n'indiquent pas si le manque de certificats est attribuable à la gestion dans la République Centrafricaine ou en RDC.

¹² Naissances enregistrées à l'état civil : Camp de Mole : 90 %, Camp de Inke : 88 %, Camp de Boyabu : 85 %, Camp de Bili : 88 % (Source : UNHCR fact-sheet des camps respectifs -août 2021).

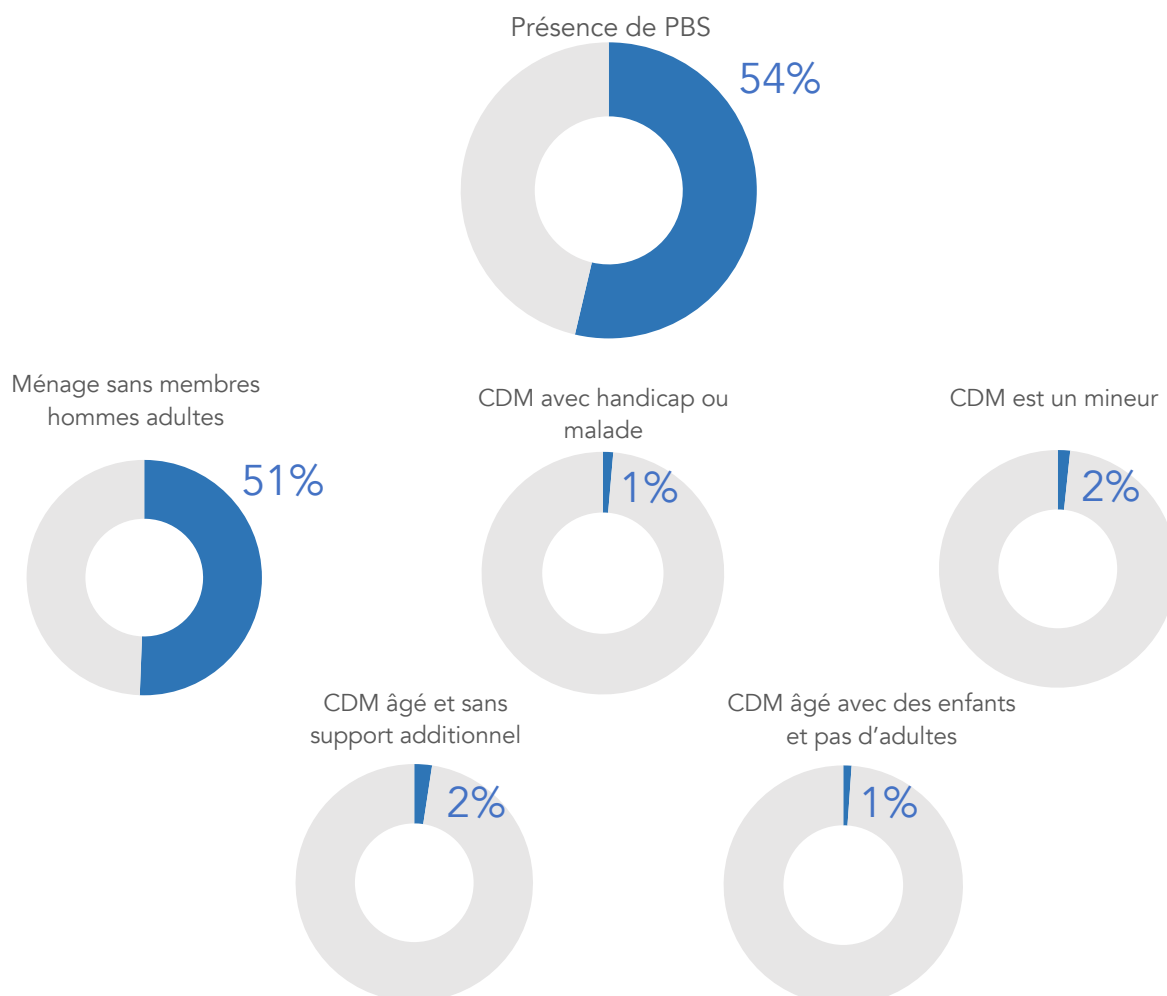
Besoins spécifiques

Le HCR définit les ménages ayant des besoins spécifiques comme ceux qui ne comprennent pas d'hommes adultes parmi les membres et/ou qui ont des personnes à besoins spécifiques (PBS) à leur sein, notamment :

- (i) un membre vivant avec un handicap physique ou mental ou une maladie chronique ;
ou
- (ii) un chef de ménage étant mineur ; ou
- (iii) un chef de ménage âgé (plus de 60 ans) et sans support additionnel ; ou
- (iv) un chef de ménage âgé (plus de 60 ans), avec enfants dans le ménage mais sans aucun membres adultes (18-59 ans) au sein du ménage.

Parmi les ménages enquêtés, plus de la moitié (54 %) sont à besoins spécifiques. C'est l'absence d'hommes adultes au sein du ménage qui rend ces ménages plus vulnérables : en moyenne 51 % des ménages ne peuvent pas compter sur la présence d'hommes en âge de travailler et donc de contribuer à l'économie et à la stabilité du ménage.

Figure 2 : Ménages ayant des besoins spécifiques

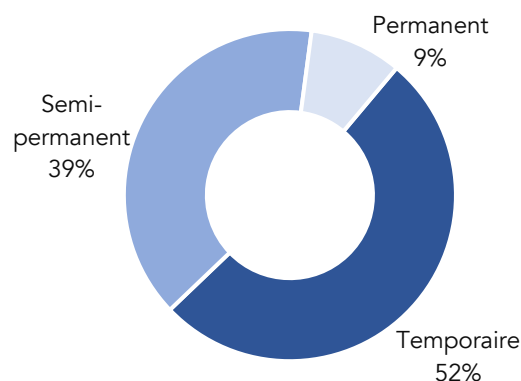


Logement

Le HCR a fourni des abris d'urgence aux réfugiés à Modale, dans le Nord Ubangi. Dans d'autres sites en dehors des camps, le HCR soutient les réfugiés vulnérables à travers une assistance en espèce pour construire des abris transitionnels. Les montants vont de \$178 à \$241, en fonction de la taille de chaque ménage, ce qui représente \$100 par latrine.

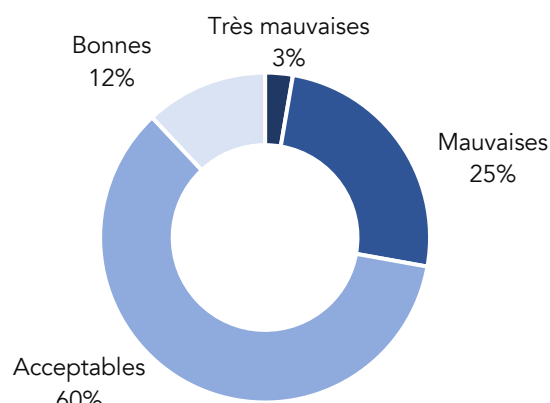
Les réfugiés en question sont souvent logés gratuitement dans des familles d'accueil où généralement ils contribuent à l'entretien de la maison et au paiement des frais des services. Environ la moitié (52 %) des abris qui hébergent les réfugiés sont de type temporaire, construits en chevron, bâtons et avec des bâches de protection.

Figure 3 : Type de logement



Dans le 39 % des cas les abris sont semi-permanents, notamment construits en banco ou avec des briques en adobe, avec des toits en pisé. Et 9 % sont de type permanent, en ciment et/ou en briques de terre cuite. Il faut souligner qu'à Zongo aucun ménage habite dans un abri de type permanent, en soulignant la rareté de ce type de logement, en particulier pour les réfugiés résidants dans les zones urbaines.

Figure 4 : Conditions du logement selon les occupants



Selon les ménages enquêtés les conditions de logement sont bonnes pour seulement 12 % d'entre eux, et acceptables pour 60 % des ménages. Un ménage sur quatre (25 %) considère son logement en mauvaise condition et 3 % en très mauvaises conditions, sans différences importantes entre les milieux.

A Zongo la presque totalité des ménages (94 %) habite dans une seule pièce, alors que cela ne représente que 29 % pour les ménages à Yakoma.

Dans le cadre des interventions, l'amélioration des logements est reconnue comme une priorité dans les zones concernées et, afin d'améliorer les conditions des réfugiés le HCR a signé un partenariat avec l'organisation non gouvernementale (ONG) *African Initiatives for Relief and Development (AIRD)* pour la construction d'abris d'urgence semi-permanents pour les ménages à besoins spécifiques¹³.

¹³ Au mois de novembre 2021, 1 469 abris d'urgence et 88 abris semi-permanents avaient été complétés dans le village de Modale (source : UNHCR Southern Africa Operational Update, Gbadolite, 2 décembre 2021).

Possession de biens et de terres cultivables

Biens. Les réfugiés centrafricains sont arrivés en RDC souvent à pied, en bateau, avec des moyens de transport limités, souvent en laissant derrière eux leurs possessions. Une fois logés dans les sites, les ménages n'ont pas toujours pu trouver des opportunités de travail, qui leur permettraient de se procurer des biens domestiques ou des actifs productifs. Si la totalité des ménages possède au moins un des biens parmi les 24 pris en considération dans cette enquête, seulement 11 % des ménages possède un moyen de transport (tels que moto, mobylette, pousse-pousse, brouette ou voiture). Le nombre moyen est inférieur à 1 dans les deux sites : respectivement 0,17 à Yakoma et 0,02 à Zongo.

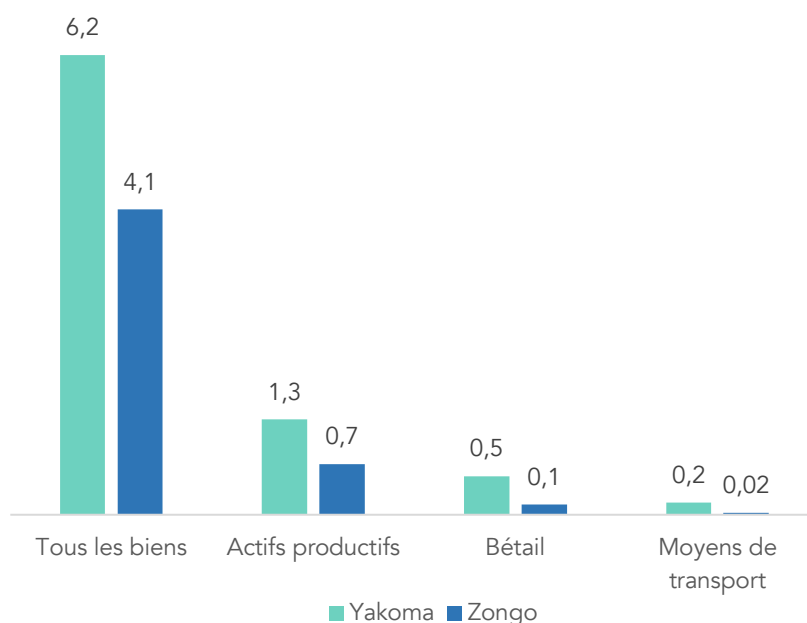
Seulement trois ménages sur dix (31 %) possèdent un ou plusieurs animaux d'élevage. A Yakoma, zone rurale, les ménages qui possèdent une tête de bétail sont plus nombreux par rapport à ceux localisés dans le site de Zongo (respectivement 41 % contre 12 %). A Yakoma les ménages ont en moyenne 0,5 tête de bétail et 0,1 à Zongo, qui pourrait être lié à la différence entre milieux urbains et ruraux.

Quant aux actifs productifs, tels que les outils agricoles, de pêche et/ou de chasse, la proportion de ménages qui en possède au moins un est de 77 % en moyenne et de 86 % à Yakoma et 59 % à Zongo. En moyenne les ménages de Yakoma possèdent un peu plus qu'un bien (1,3) et ceux de Zongo un peu moins d'un (0,7).

Coté moyens de communication ou de connexion, une minorité des réfugiés possède un téléphone portable : 18 % des ménages de Yakoma et seulement 15 % à Zongo. Il est important de considérer aussi que dans les localités de Modale, Limassa e Gomba il n'y a pas de réseau téléphonique.

Figure 5 : Nombre de biens possédés par catégorie

Comme complément d'information, il est bon de noter que le HCR en partenariat avec l'Association pour le développement social et la sauvegarde de l'environnement (ADSSE), a distribué des kits de départ comprenant des ustensiles de cuisine, des couvertures, des jerrycans, des moustiquaires, des seaux et des nattes à 411 réfugiés centrafricains (78 ménages) qui se sont réinstallés dans le village de Sidi. Le HCR et ses partenaires prévoient de distribuer des



articles similaires à environ 600 ménages dans la région (source : *UNHCR Operational Update*, novembre 2021). Ces données n'ont pas été capturées par la présente enquête dont la collecte a eu lieu en septembre.

Terres cultivables. L'accès à la terre est particulièrement important pour la population prise en examen, ayant principalement des compétences et des sources de revenus dans le secteur agricole. Grâce à l'accès à ces parcelles les réfugiés ont une source de moyen d'existence et peuvent rester actifs, se procurer de la nourriture, une source de revenu ainsi que construire des relations avec la communauté hôte. Le PAM, en partenariat avec l'ONG ADSSE, a mis en place dans le nord et dans le sud Ubangi un projet de renforcement de la résilience pour la communauté hôte et les réfugiés centrafricains dans le but de promouvoir la cohésion sociale, de créer des actifs communautaires et de renforcer les moyens d'existence à travers un soutien aux activités génératrices de revenu. La communauté locale ainsi que celle réfugiée ont bénéficié de formations sur les techniques agricoles, ont pu accéder à des kits de démarrage de jardins maraichers et promouvoir la création d'activités génératrices de revenu. Dans le cadre de la présente enquête la possession de terre est entendue comme une parcelle de terre à laquelle le ménage a droit d'accéder pour y cultiver.

Les résultats montrent que la possession de terre cultivable est beaucoup plus fréquente dans la zone de Yakoma, qui est en milieu rural, où 56 % des ménages ont accès à la terre, par rapport à celle urbain de Zongo où que 10 % des ménages a accès à la terre.

A cause du manque de données additionnelles sur les parcelles, il n'y a pas d'autre information sur la nature de l'accès à la terre.

Figure 6 : Proportion de ménages possédant des terres cultivables



Consommation alimentaire

La consommation alimentaire des ménages est évaluée à travers le Score de Consommation Alimentaire (SCA), un indicateur développé par le PAM pour mesurer l'accessibilité aux aliments ainsi que la qualité de la consommation alimentaire. Les groupes d'aliments pris en considération, exprimant la diversité de l'alimentation et consommés au cours de sept jours précédant l'enquête, sont reportés sur une échelle allant de 0 à 112. En RDC les seuils de 28 et 42 sont utilisés pour déterminer les trois classes de consommation alimentaire des ménages :

- Pauvre (SCA \leq 28),
- Limite (28 < SCA \leq 42) et
- Acceptable (SCA > 42)¹⁴.

Environ la moitié des ménages enquêtés (51 %) est caractérisée par une alimentation à la limite de l'acceptable (limite), c'est à dire inclusive des principaux groupes alimentaires mais pas assez pour permettre de vivre en pleine sécurité alimentaire. En moyenne, 16 % des ménages ont une consommation alimentaire pauvre, caractérisée par une nourriture non variée et pauvre en quantité, et 33 % ont une consommation alimentaire considérée acceptable. Il faut noter que dans la zone de Zongo il y a deux fois plus de ménages qui ont une alimentation pauvre que dans la zone de Yakoma.

Habitudes alimentaires

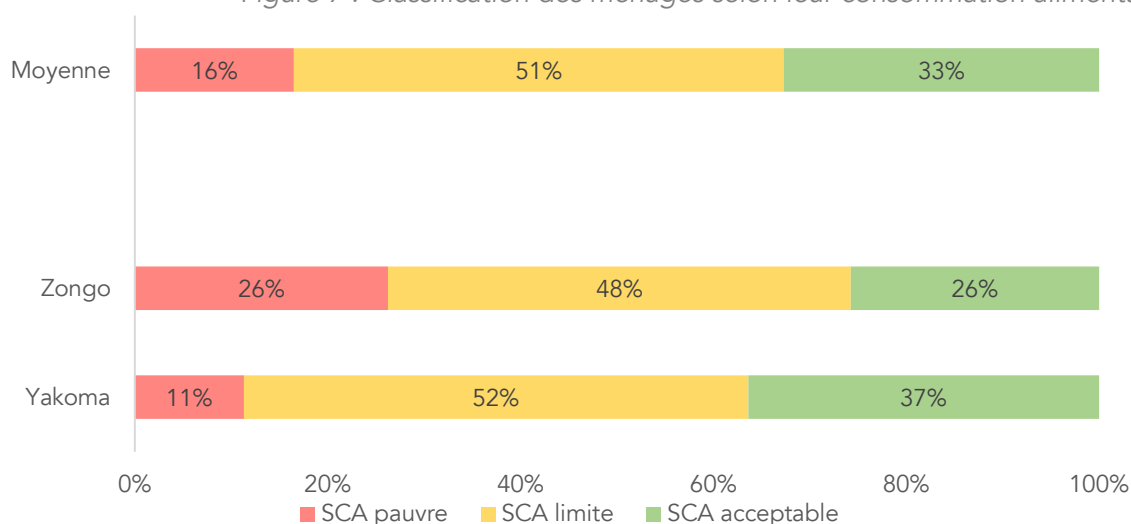
L'assiette habituelle de la population dans les zones enquêtées est composée principalement de manioc (foufou de manioc, chikwangue et koutoubon), de maïs, de riz, d'huile de palme et de sel.

Le maïs frais est également une céréale souvent consommée tandis que le haricot et/ou le niébé est consommé en petite quantité.

La zone de Yakoma, étant riveraine, leurs habitants consomment du poisson, particulièrement chez les ménages des pêcheurs.

(Source : PAM, Évaluation des marchés de Yakoma, Bondo et Bosobolo, mars 2021).

Figure 7 : Classification des ménages selon leur consommation alimentaire



¹⁴ Une analyse supplémentaire a été effectuée en utilisant les seuils pauvre (SCA \leq 21), limite (SCA > 21 et SCA \leq 35) et acceptable (SCA > 35) et la classification qui en résulterait est la suivante : 61 % des ménages ont une consommation acceptable, 38 % limite et seulement 1 % pauvre.

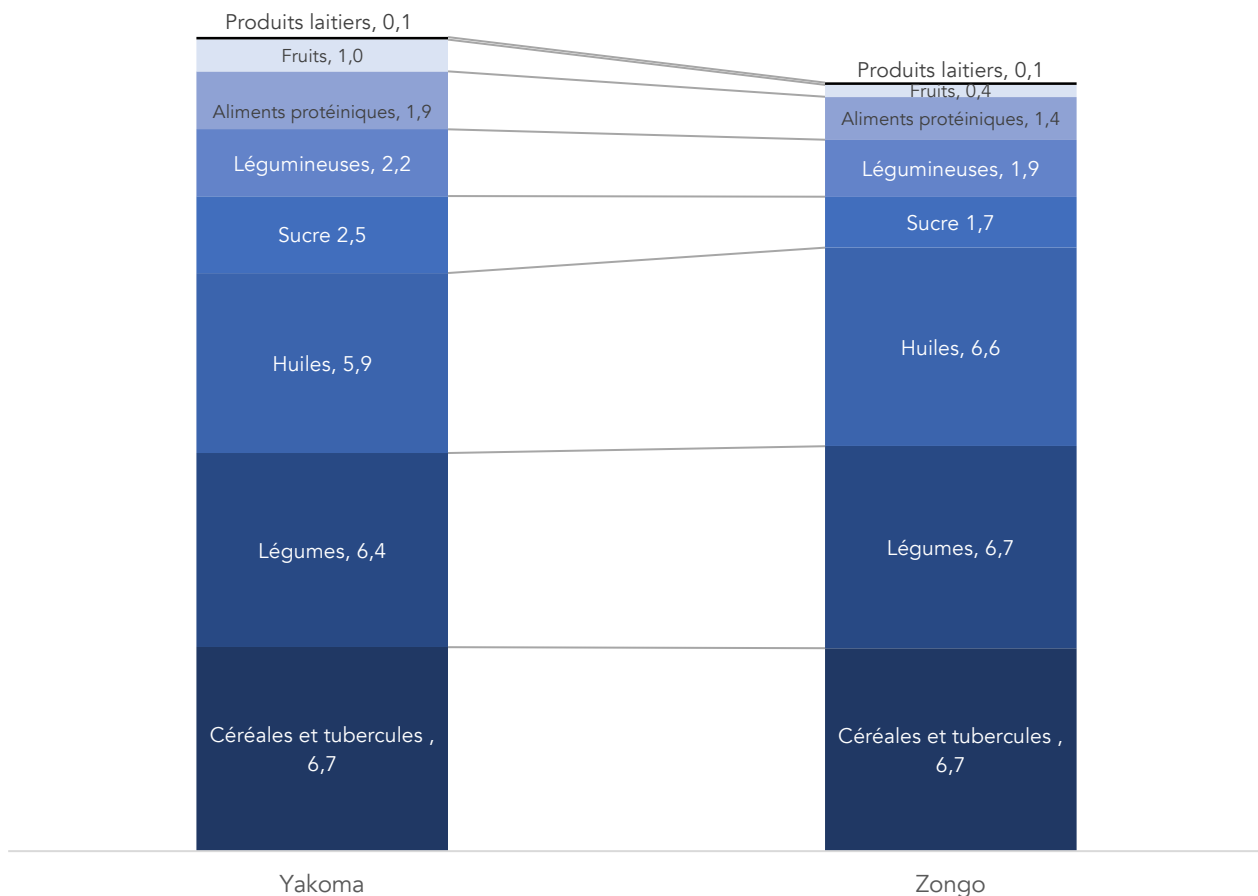
Pour plus d'informations sur cet indicateur veuillez consulter :

<http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manualguideproced/wfp277333.pdf>

La consommation alimentaire en **céréales et tubercules**, aliments de base, est assez régulière, étant en moyenne de 6,7 jours par semaine dans les deux sites. Les **légumes** sont également consommés avec une fréquence presque journalière (en moyenne 6,4 jours à Yakoma et 6,7 jours à Zongo) et les **huiles et les gras**, utilisés pour enrichir les plats, sont consommés plus fréquemment à Zongo (6,6 jours par semaine) qu'à Yakoma (5,9). En revanche, les aliments riches en sucre, les légumineuses les aliments riches en protéines et les fruits sont plus fréquemment consommés par les ménages de Yakoma que par ceux à Zongo, comme illustré par la figure 8 ci-dessous. Les **produits laitiers**, ne faisant pas vraiment partie des habitudes alimentaires de la population évaluée, sont très rarement consommés, similairement dans les deux sites (0,1 jours par semaine).

Par conséquent la valeur du SCA moyen à Yakoma est plus élevée qu'à Zongo (respectivement 39,8 contre 36,2) montrant qu'une meilleure consommation alimentaire est plus fréquente en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet à Zongo la proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre est plus importante par rapport à celle de Yakoma (respectivement 26 % contre 11 %) où les ménages ont un plus fréquent accès aux fruits, aux légumineuses ainsi qu'aux aliments riches en protéines et sucre.

Figure 8 : Nombre des jours de la semaine dans lesquels les groupes d'aliments sont consommés-comparaison entre Yakoma et Zongo



Il est important de souligner que dans les marchés de Zongo et Mole, qui approvisionnent les réfugiés centrafricains dans le Sud Ubangi et qui sont caractérisés par une consommation alimentaire plus pauvre par rapport à ceux qui sont dans le site de Yakoma, les prix de la nourriture demeurent instables et volatiles. Ce facteur met en exergue les répercussions des prix sur l'accès à la nourriture, qui sont élevées pour les réfugiés qui ressentent l'instabilité du franc congolais induite aussi par les distributions en espèce, comme mis en évidence par l'évaluation des marchés de décembre 2021¹⁵. En outre, il faut noter que l'assistance du PAM en espèce n'est peut-être pas complètement adaptée au contexte et aux besoins des réfugiés, un point qu'il faudra discuter plus en détail lors de la planification stratégique de la réponse.

Un moment de la collecte des données



Crédit photo : Micheline Muyisa/PAM

¹⁵ Source : PAM, *Mise à jour de la situation des marchés de Zongo et Mole*, décembre 2021.

Stratégies alimentaires

Pour pallier le manque de nourriture les réfugiés centrafricains ont dû adapter leurs régimes alimentaires pour essayer de mieux couvrir leurs besoins. Ces comportements nous donnent une indication sur leur degré de vulnérabilité, parce qu'ils nous disent jusqu'à quel point ils sont prêts à exacerber leur système alimentaire pour la survie. Les stratégies adoptées par les ménages face à la nourriture sont mesurées à travers l'Indice de Stratégie de Survie-réduit (ISS-r) : un indicateur qui mesure les difficultés auxquelles les ménages ont dû faire face au cours des sept jours précédant l'enquête. Les différentes stratégies sont pondérées en fonction de leur gravité. Plus la valeur de l'indice est élevée plus les ménages ont recours à ces stratégies¹⁶.

L'ISS-r moyen a une valeur de 9,9, mais à Zongo il est bien plus bas qu'à Yakoma (2,7 contre 9,3), ce qui met en exergue un grand recours aux stratégies alimentaires par les ménages à Yakoma.

Figure 9 : Valeur de l'ISS-r

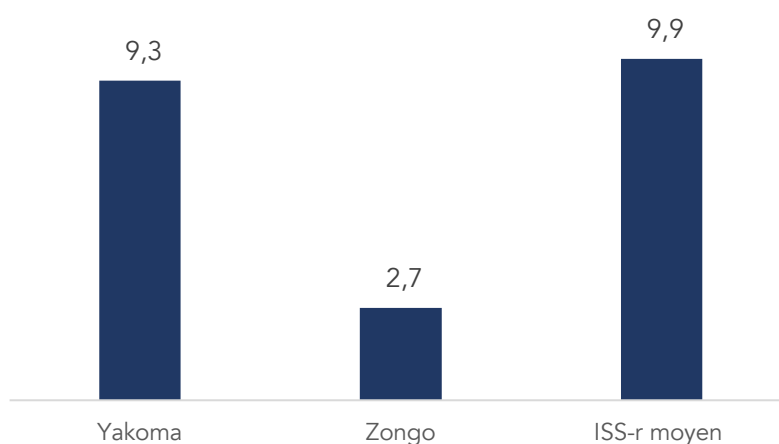
La **consommation de nourriture moins préférée** car moins chère est une stratégie très fréquente dans la population observée, utilisée en moyenne dans 85 % des cas.

L'**emprunt de la nourriture auprès d'amis ou des voisins** est aussi une stratégie très répandue, représentant en moyenne 73 % des cas et dans le camp de Zongo jusqu'à 89 % des cas.

La **limitation des portions lors des repas** est également un comportement adopté fréquemment par les ménages interviewés, par 61 % des ménages en moyenne, soit dans 80 % des cas à Zongo contre 50 % à Yakoma.

La **réduction du nombre des repas** par jour est une stratégie qui est communément utilisée par environ un ménage sur deux (48 %), sans différence entre les deux zones de l'enquête.

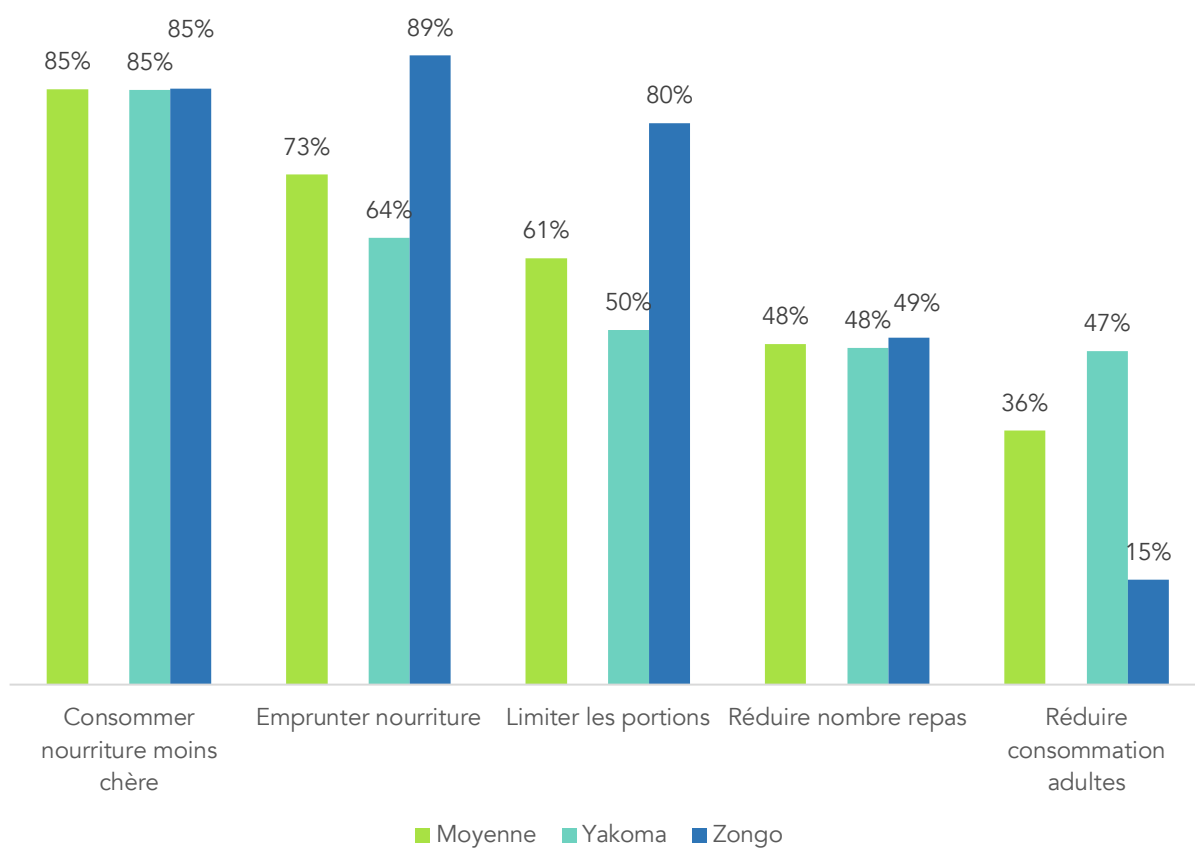
Enfin, la **réduction de la consommation alimentaire des adultes au profit de celles des enfants**, stratégie la plus extrême parmi celles prises en considération, est plutôt utilisée dans le site de Yakoma par le 47 % des ménages (aussi dû à une présence d'enfants plus élevée à Yakoma vis-à-vis à Zongo).



¹⁶ Pour plus amples informations sur cet indicateur veuillez consulter le lien suivant :

<https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manualguideproced/wfp211058.pdf>

Figure 10 : Stratégies alimentaires mises en place par les réfugiés



Stratégies basées sur les moyens d'existence

Les ménages qui font face au manque de nourriture ou au manque d'argent pour acheter de la nourriture sont souvent vulnérables et peuvent recourir à des comportements qui ont un impact négatif sur leurs moyens d'existence pour satisfaire leurs besoins alimentaires. Les stratégies qu'ils adoptent sont mesurées selon leur degré et utilisation au cours des 30 jours précédant l'enquête, comme illustré dans l'encadré ci-contre.

Seulement 4 % des ménages enquêtés n'ont pas fait recours aux stratégies d'adaptation basées sur les moyens

d'existence, mais les 96 % restant ont eu recours à ces stratégies à différents degrés : 33 % ont utilisé les stratégies de stress, 54 % des stratégies de crises et 9 % des stratégies d'urgence, les plus extrêmes¹⁷.

Il est important d'expliquer que cette classification a été élaborée sans tenir compte du nombre de stratégies utilisées par chaque catégorie : il suffit au ménage de recourir à une seule stratégie extrême pour être classifié parmi les ménages ayant utilisé les stratégies d'urgence

Les ménages sont classés en quatre groupes, selon :

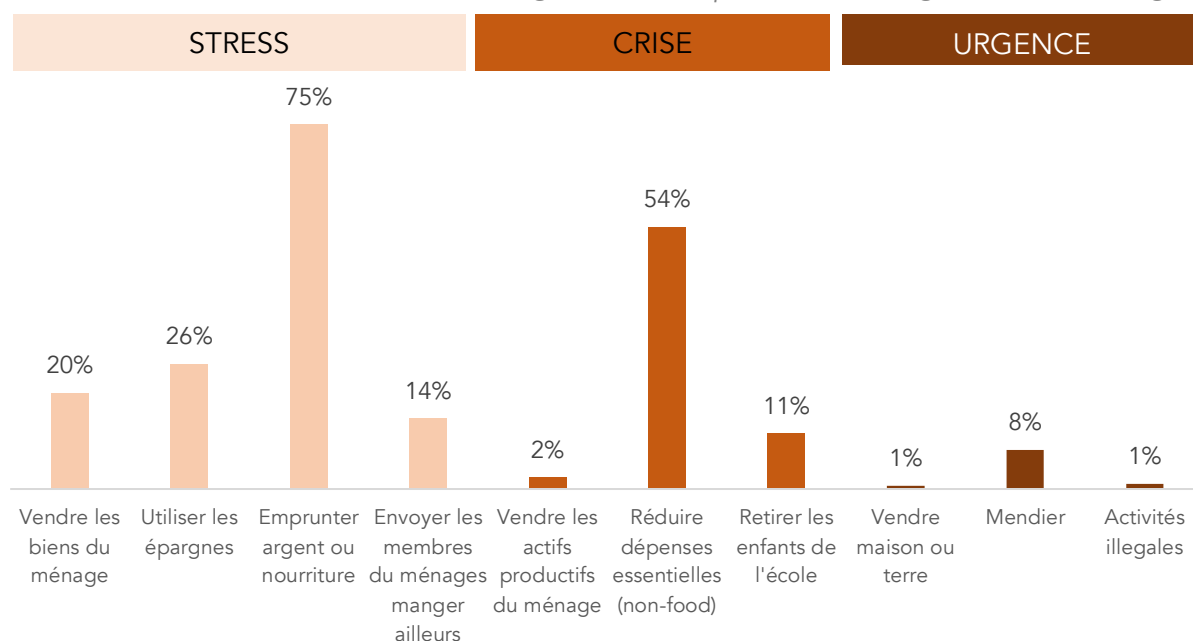
- 1) leur **manque** de recours à des stratégies,
- 2) leur recours uniquement à des stratégies de **stress**, (emprunter ou acheter la nourriture à crédit, dépenser les économies, vente des biens du ménage, envoyer les membres du ménage manger ailleurs),
- 3) leur recours à des stratégies de **crise** (vente actifs productifs, réduction dépenses non - alimentaires, retirer les enfants de l'école), et
- 4) leur recours à des stratégies **d'urgence** (mendicité, activités illégales ou risquées, vente maison ou terre agricole).

Figure 11 : Proportion des ménages ayant fait recours aux stratégies d'adaptation



¹⁷ PAM, Stratégies d'adaptation des moyens d'existence- Besoins essentiels : <https://resources.vam.wfp.org/data-analysis/quantitative/essential-needs/livelihood-coping-strategies-essential-needs>

Figure 12 : Adoption des stratégies selon leur degré



La stratégie la plus utilisée parmi les réfugiés centrafricains est l'emprunt de l'argent ou de nourriture à un prêteur ou à la banque, 77 % des réfugiés de Yakoma et 71 % de ceux de Zongo y ont fait recours.

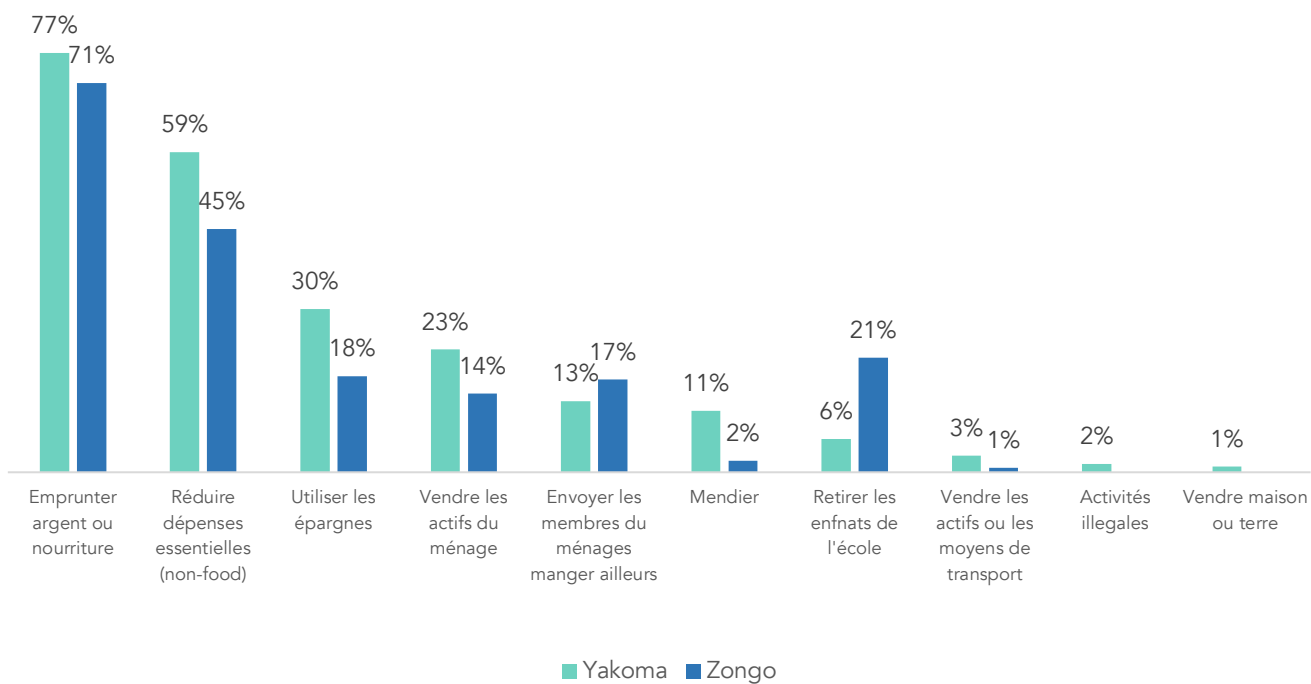
La deuxième stratégie la plus utilisée est une stratégie de crise. Environ 54 % des réfugiés (59 % à Yakoma et 45 % à Zongo) ont réduit leurs dépenses non-alimentaires essentielles, telles que la santé ou l'éducation pour couvrir leurs besoins alimentaires.

L'achat de la nourriture avec les épargnes est également fréquent, particulièrement à Yakoma où 30 % des ménages y a fait recours contre 18 % des ménages de Zongo.

La vente des actifs du ménage est aussi plus fréquente à Yakoma (23 % des ménages y ont fait recours), par rapport à Zongo (14 %).

On remarque que dans le site de Yakoma la mendicité est plus fréquente où elle a été pratiquée par 11 % des ménages, tandis qu'à Zongo seulement 2 % des ménages y a fait recours, en soulignant la présence pour cette population de réfugiés de risques de protection, qui devront être considérés à niveau programmatique. En revanche à Zongo une proportion importante de ménages (21 %) a dû retirer leurs enfants de l'école pour économiser sur les coûts de la scolarité et/ou envoyer les enfants travailler. Cette proportion est de 6 % à Yakoma, probablement expliquée par un accès aux services d'éducation primaire limité dans les zones rurales par rapport aux zones urbaines.

Figure 13 : Ménages ayant fait recours aux stratégies basées sur les moyens d'existence



Credit photo : Micheline Muyisa/PAN

Activités de maraichage faisant partie du programme de renforcement de la résilience des ménages réfugiés et des familles d'accueil

Moyens d'existence

Sources des moyens d'existence.

L'analyse des moyens d'existence met en exergue une hétérogénéité entre les zones rurales et urbaines. En milieu rural les activités agricoles sont les sources de moyen d'existence les plus fréquentes : à Yakoma l'agriculture occupe environ 71 % des ménages, la chasse et la pêche occupent 39 % des ménages tandis que le petit commerce emploie un ménage sur trois (33 %).

En effet une partie des produits issus

de la propre production peut être utilisée pour la consommation alimentaire du ménage mais également pour la vente, et ainsi se procurer une source de revenu.

Le transport (chauffeur de taxi, bus, camion, transporteur à l'aide de brouettes ou charrettes, etc.) est un moyen d'existence pour 5 % des ménages à Yakoma, tandis que l'artisanat occupe 4 % des ménages. Les ménages à Yakoma ne sont pas très investis dans l'élevage qui est un moyen d'existence seulement pour 2 % d'entre eux. D'autres activités sont considérées secondaires, représentant chacune 1 % des moyens d'existence du ménage, notamment : la couture, la maçonnerie, la coiffure, la production de boissons alcooliques et l'exploitation forestière.

Dans le milieu urbain de Zongo le petit commerce est le moyen d'existence le plus fréquent, occupant 58 % des ménages, suivi par l'agriculture (44 %), la chasse et la pêche (19 %). L'élevage est un moyen d'existence qui occupe plus de ménages qu'à Yakoma : 6 %, probablement s'agissant de petit élevage qui peut être pratiqué en zone urbaine. L'artisanat, la couture et la maçonnerie occupent à Zongo respectivement 5 %, 4 % et 1 % des ménages.

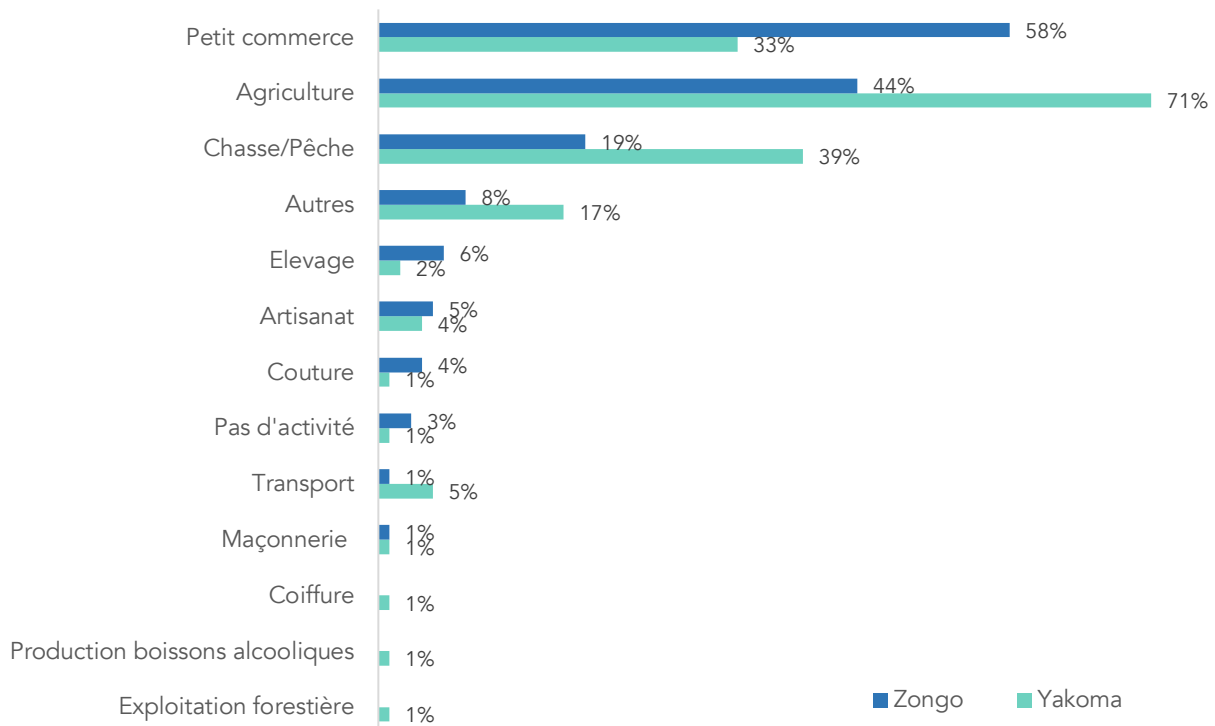
Globalement que 2 % des ménages déclare de n'avoir aucun moyen d'existence, ce qui suggère que **presque aucun des ménages interviewés comptent entièrement sur l'assistance des organisations humanitaires pour leur survie**. La presque totalité des ménages est engagée dans une activité qui représente un moyen d'existence, en soulignant l'implication et l'engagement au travail, toutefois ces résultats ne se traduisent pas nécessairement dans la génération de revenu, comme mieux expliqué dans le paragraphe suivant.

Moyen d'existence

Un moyen d'existence comprend les capacités, les actifs productifs (réserves, ressources, revendications et accès) et les activités qui deviennent les systèmes de vie humaine: un moyen d'existence est durable s'il peut faire face au stress et aux chocs et s'en remettre, maintenir ou améliorer ses capacités et ses actifs, et offrir des possibilités de moyens d'existence durables à la génération suivante ; et s'il apporte des avantages nets à d'autres moyens d'existence aux niveaux local et mondial, à court et à long terme.

Chambers et Conway, 1992.

Figure 14 : Moyens d'existence des ménages



Des initiatives visant des réfugiés centrafricains dans le secteur agricole méritent d'être mentionnées ici. Dans le village de Modale¹⁸ ainsi que dans d'autres localités des provinces du Nord et du Sud Ubangi¹⁹, grâce au programme du PAM pour le renforcement de la résilience, des kits agricoles et des kits de démarrage pour des activités génératrices de revenu sont distribués à la population locale et à celle réfugiée (source : *UNHCR Operational Update Gbadolite* – 2 décembre 2021) et des formations professionnelles sont organisées pour objectif non seulement de promouvoir l'autonomisation économique, mais également de favoriser la cohésion sociale entre la communauté réfugiée et celle autochtone. Ces initiatives fournissent une première réponse aux besoins économiques du ménage qui doivent être adressés dans la longue période pour atteindre une autonomisation économique.

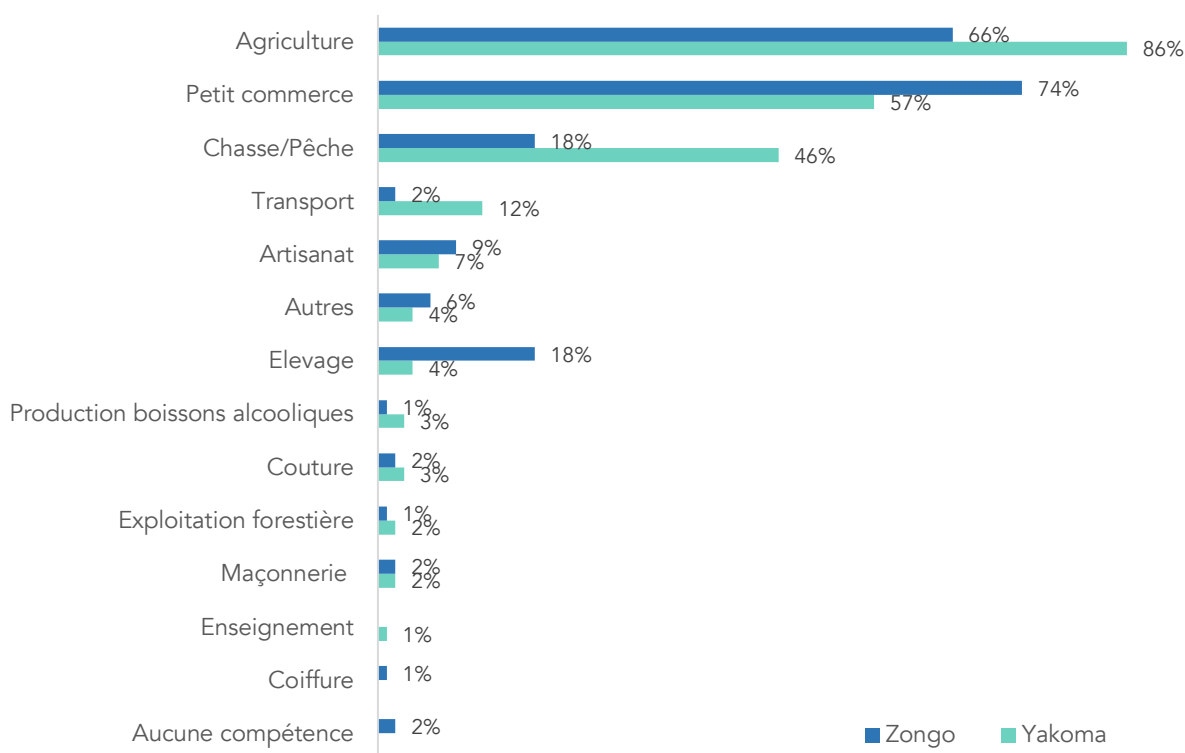
¹⁸ L'ONG AIDES a distribué des kits agricoles et des semences à 50 ménages, et 22 autres ménages ont reçu de l'assistance sous forme de cash pour réaliser des activités génératrices de revenu.

¹⁹ D'autres 4 650 ménages, dont presque 2 400 ménages de réfugiés ont reçu des kits de démarrage pour les activités génératrices de revenu. En outre, 925 ménages dans les sites de Congo Rive, Sambolola et Sagila (Sud Ubangi) dont 470 ménages de réfugiés, ont reçu de l'assistance sous forme d'espèce dans le cadre du programme du PAM et HCR de renforcement de la résilience lancé en octobre 2021. Chaque bénéficiaire reçoit 4 800 CDF par jour pour participer à des activités de maraîchage et de plantation d'arbres fruitiers. Ce projet de trois mois, financé par le *Strategic Resource Allocation Committee (SRAC)*, vise à renforcer la résilience socio-économique des réfugiés et des membres de la communauté d'accueil (source : *SMC Notes – UNHCR DRC*, 13 décembre 2021).

Compétences. Les compétences professionnelles des ménages concernent principalement le secteur agricole, avec des différences entre les deux milieux évalués. Si 86 % des ménages à Yakoma ont des compétences dans le secteur agricole et 46 % dans le secteur de la chasse et la pêche, seulement 66 % de ceux qui se trouvent à Zongo sont compétents en agriculture et 18 % dans la chasse et pêche. En revanche, les ménages de Zongo ont plus de compétences dans le petit commerce et dans l'élevage, activités plus fréquentes en milieu urbain.

D'autres expertises, telles que la production de boissons alcooliques, la couture, la maçonnerie, l'exploitation forestière, la coiffure ou l'enseignement sont très peu répandues parmi les réfugiés interviewés, ces activités demandent davantage de formation et d'expertise technique.

Figure 15 : Compétences des membres des ménages



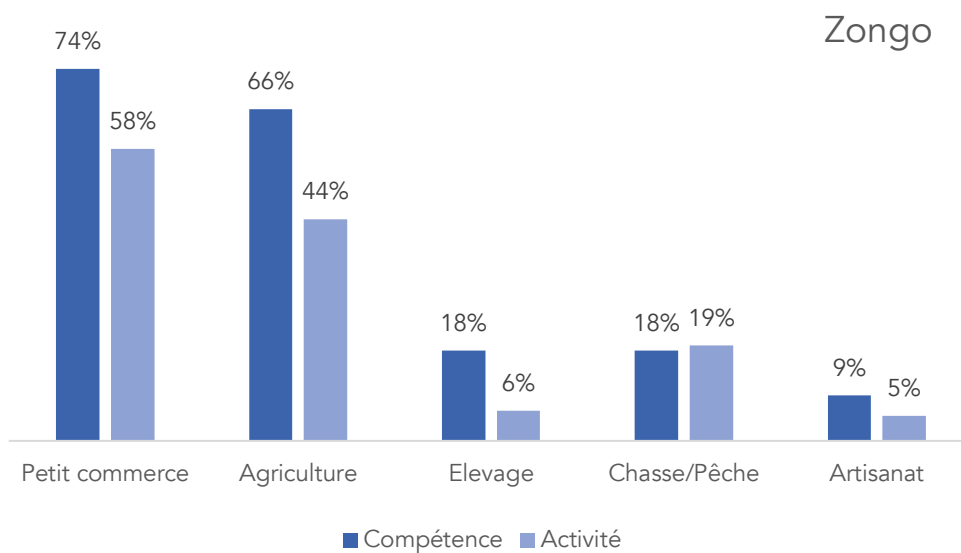
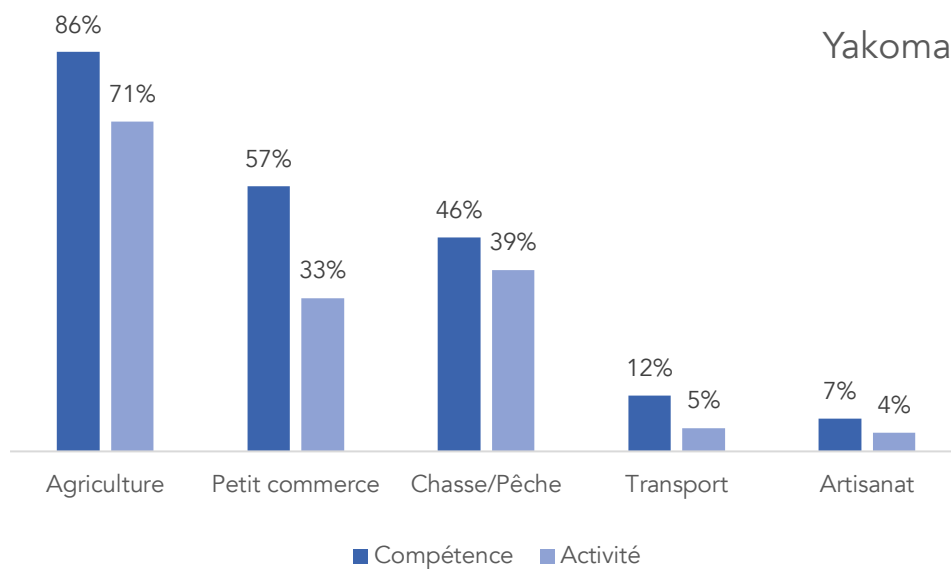
L'analyse des compétences et des activités exercées par les ménages met en exergue les difficultés auxquelles ces derniers doivent faire face pour mettre à profit leurs compétences et trouver un emploi qui puisse les valoriser.

En effet, bien qu'à Yakoma 57 % des ménages déclarent avoir des compétences dans le petit commerce, seulement 33 % des ménages travaillent dans ce secteur. Pareillement, les ménages ayant des compétences dans le secteur agricole sont 86 % mais seulement 71 % des ménages pratiquent l'agriculture.

Similairement à Zongo les ménages qui déclarent avoir des compétences dans le secteur agricole sont 68 % mais seulement 44 % pratique l'agriculture. En outre, 74 % révèlent avoir

des compétences dans le petit commerce mais seulement 58 % sont occupés dans ce secteur.

Figure 16 : Alignement entre compétences et activités liées aux moyens d'existence



Situation professionnelle et revenus

Pour gagner leur vie, les ménages ont en moyenne deux sources de revenu (1,7 en moyenne soit 1,8 à Yakoma et 1,6 à Zongo) auxquelles certains membres du ménage contribuent. Seulement 10 % des ménages peuvent compter sur la contribution de tous ses membres aux activités rémunératrices et cela est sans doute dû au bas âge des enfants faisant partie du ménage.

Évolution de la situation professionnelle depuis l'arrivée en RDC. Avant d'arriver en RDC, presque la totalité des chefs de ménage (99 %) avait une occupation, principalement dans les secteurs de l'agriculture et du commerce. En arrivant en RDC la situation du travail a changé pour beaucoup de réfugiés : au moment de l'interview, seulement 28 % des chefs de ménage déclarent être occupés en RDC (32 % à Yakoma, 22 % à Zongo) soit 70 %, ont perdu leur occupation.

Évolution de la situation professionnelle des employés en RCA. Environ 71 % des chefs de ménage qui avaient une occupation en RCA déclarent l'avoir perdue une fois arrivés en RDC. Cette proportion est même de 76 % à Zongo et de 68 % à Yakoma. Seulement 28 % des chefs de ménages continuent à 'être occupés au moment de l'enquête.

Évolution de la situation professionnelle des chômeurs en RCA. Parmi les peu de chefs de ménages qui n'avaient pas une occupation en RCA (i.e., ~8 chefs, ce qui vaut le 1 % du total), la majorité continue à être sans emploi et seulement une petite portion de ces CDM a finalement commencé à travailler en RDC.

Au présent, seulement 22 % des CDM à Zongo ont une occupation par rapport à 32 % de Yakoma, ce qui suggère que le milieu rural offre plus d'opportunités de travail par rapport au milieu urbain. Une proportion importante des ménages (87 %) a subi une réduction du revenu familiale par rapport à l'année précédente, et cela est probablement dû au déplacement en RDC et par conséquent à l'avoir dû laisser en RCA des biens, des actifs productifs.

Le niveau du revenu mensuel est compris entre 30 des terres, un réseau social et bien d'autres choses. Comme documenté par la littérature, la pandémie de COVID-19 doit aussi avoir eu un impact négatif sur les opportunités de travail en CAR comme en RDC.

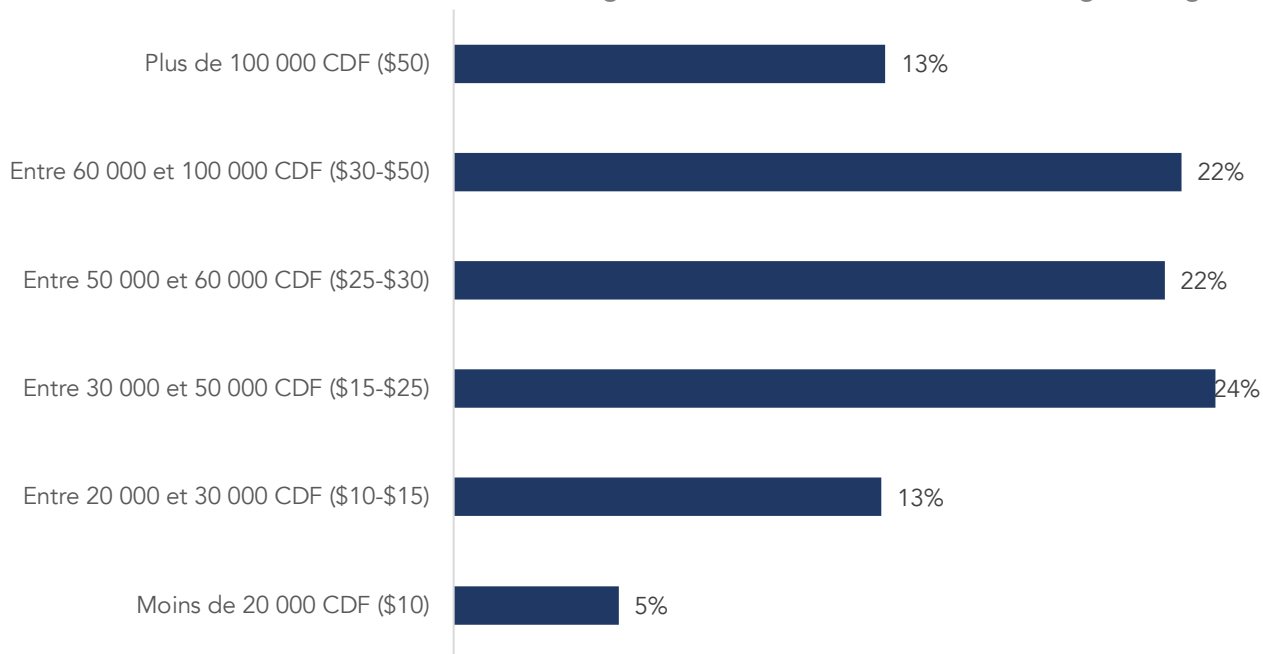
Revenu mensuel. Le niveau du revenu mensuel est compris entre 30 000 et 100 000 CDF (c'est à dire entre \$15 et \$50²⁰) pour 67 % des ménages. Environ 18 % des ménages a un revenu mensuel inférieur à 30 000 CDF (\$15)²¹. On constate que les revenus de la majorité des réfugiés centrafricains sont bien en deçà du plafond en RDC si l'on compare le niveau

²⁰ Taux d'échange CDF/USD : 0,0005.

²¹ Il est important de mentionner que dans cette analyse huit valeurs sont manquantes parce -que les répondants n'ont soit pas su répondre ou refusé de répondre.

avec le salaire minimum officiel pour un travail non qualifié en RDC qui est de 7 075 CDF/jour (\$3,54/jour)²².

Figure 17 : Revenu mensuel des ménages réfugiés

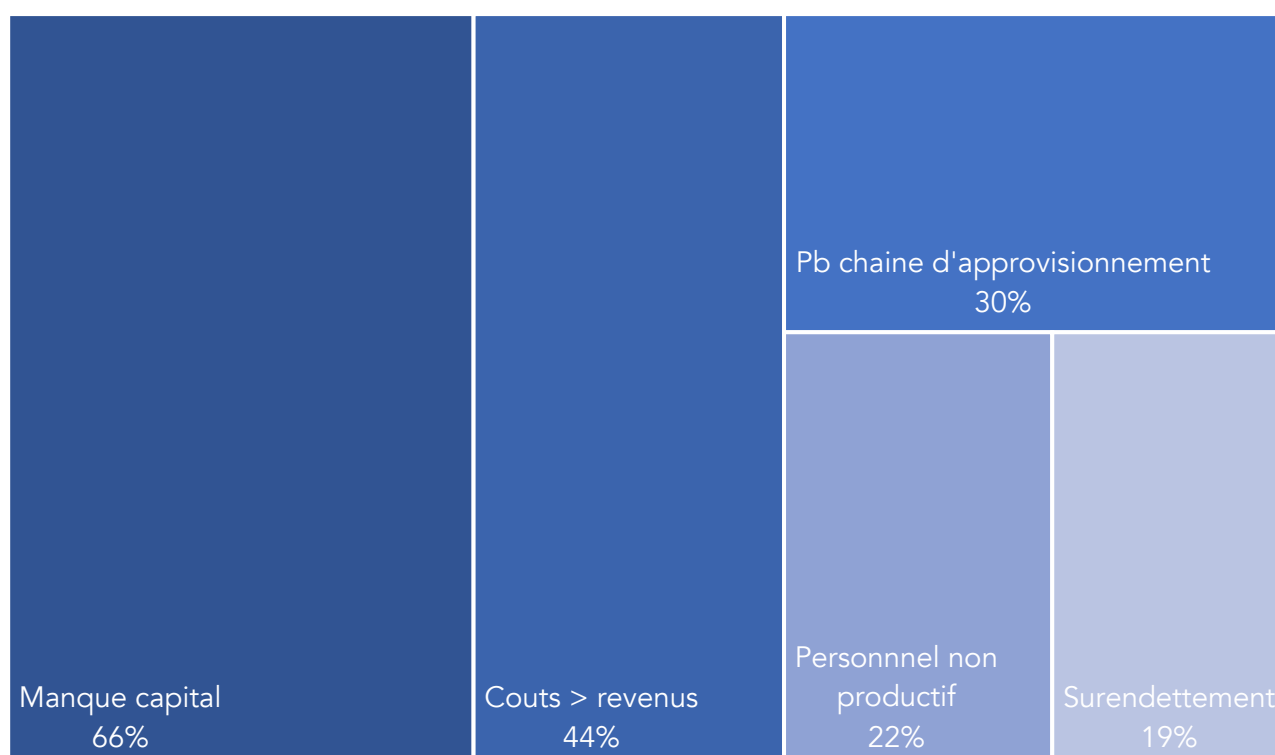


²² Décret n° 18/017 : <https://www.droitcongolais.info/files/822.05.18-Arrete-du-22-mai-2018-salaireminimum>

Contraintes aux activités économiques. Les contraintes auxquelles les activités économiques des ménages réfugiés font face varient selon le type de milieu.

- **Yakoma.** En milieu rural, notamment à Yakoma, les contraintes principales auxquelles les ménages doivent faire face sont le manque de capital pour lancer une activité économique (66 %), les coûts des activités économiques risquent souvent d'être plus élevés que les revenus (44 %) ainsi que les problèmes dans la chaîne d'approvisionnement (30 %). Le manque de productivité du personnel et le surendettement seraient également des contraintes importantes pour les activités économiques du ménage (respectivement 22 % et 19 % des cas).

Figure 18 : Contraintes aux activités économiques - Yakoma

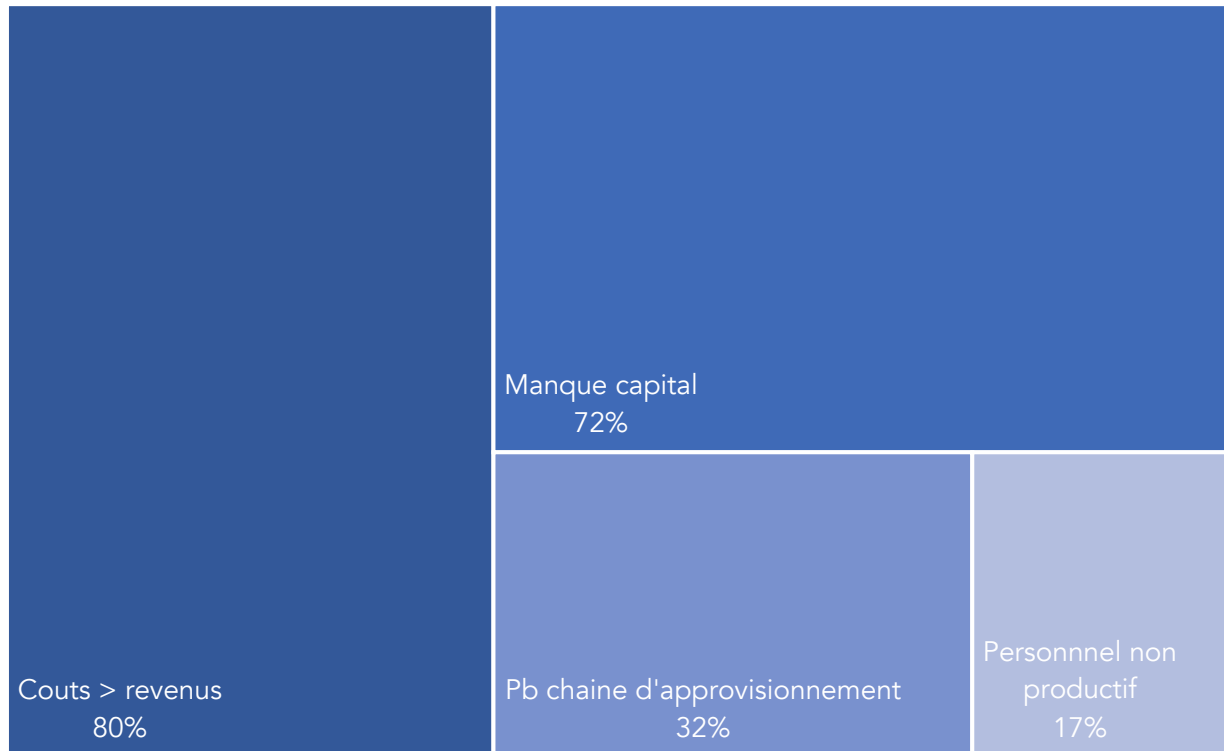


- **Zongo.** En milieu urbain les contraintes principales liées aux activités économiques sont principalement les revenus générés qui ne couvrent pas les dépenses (80 %), le manque de capital (72 %), ainsi que les problèmes dans la chaîne d'approvisionnement et le personnel à employer qui ne serait pas efficace (respectivement 32 % et 17 % des cas).

Comme complément d'information il est intéressant de signaler que, selon les résultats de l'enquête du PAM réalisée dans les marchés de Zongo et Mole au cours du mois de décembre 2021, le mouvement des réfugiés centrafricains ne pèserait guère sur l'économie

locale en dehors de la déflation du taux du franc congolais qui s'observe souvent après les distributions d'assistance alimentaire en espèce en faveur des réfugiés²³.

Figure 19 : Contraintes aux activités économiques - Zongo



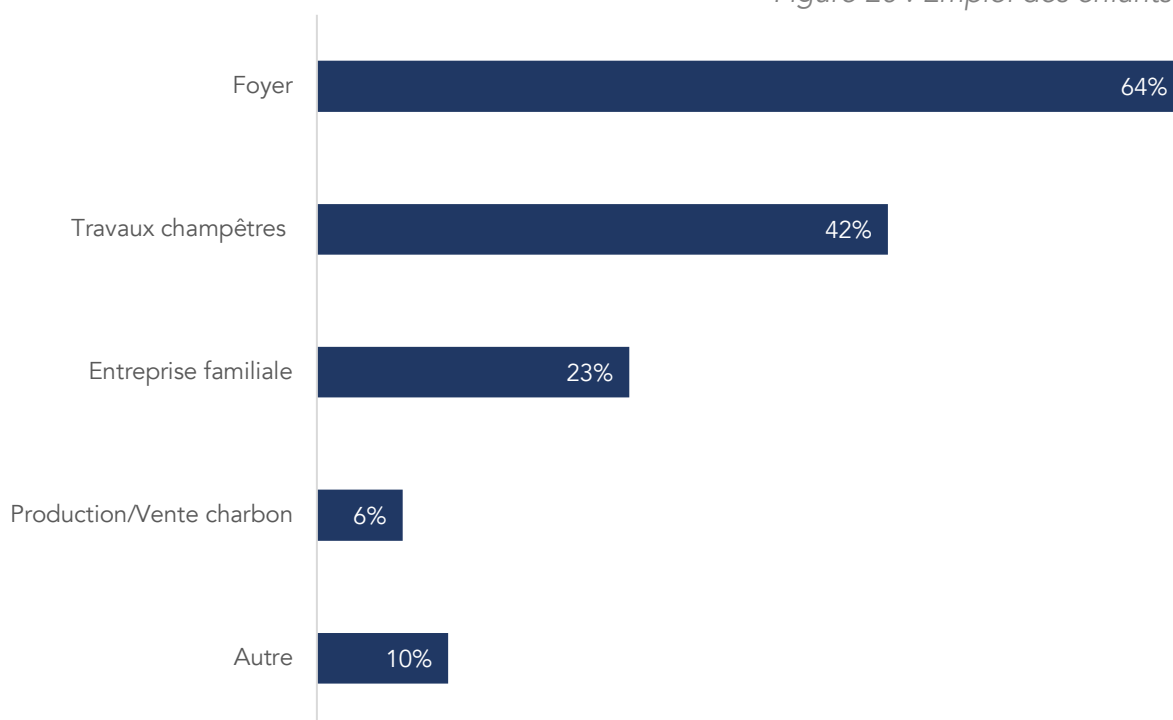
²³ Source : PAM, Rapport MSA Zongo et Mole, décembre 2021.

Femmes. L'emploi des femmes donne également des indications sur les difficultés des réfugiés centrafricains à avoir un emploi. En effet, entre les ménages ayant des membres femmes²⁴, en moyenne, 78 % des ménages ont au moins une femme qui se déclare prête à travailler mais n'est pas occupée au courant. Cette proportion est plus élevée à Yakoma (80 %) par rapport à Zongo (74 %). Ces femmes doivent se confronter avec des limitations importantes en matière de moyens d'existence et opportunités de travail dans les deux sites.

Enfants. Parmi les ménages qui ont des enfants²⁵, 33 % déclarent les employer. Cette proportion monte à 39 % à Yakoma, où les enfants contribuent aux activités agricoles probablement lorsque la demande en main d'œuvre (période de semences et récolte par exemple) est élevée dans les zones rurales. En effet, 51 % des ménages de Yakoma ayant des enfants les emploient spécifiquement dans les travaux champêtres contre 9 % des ménages de Zongo.

Aussi, la contribution à l'entreprise familiale et la production et vente de charbon sont des activités auxquelles les enfants de Zongo participent plus souvent par rapport à ceux vivant à Yakoma, conformément aux résultats sur les activités des moyens d'existence.

Figure 20 : Emploi des enfants



²⁴ Ce qui représentent 96 % de l'échantillonage enquêté.

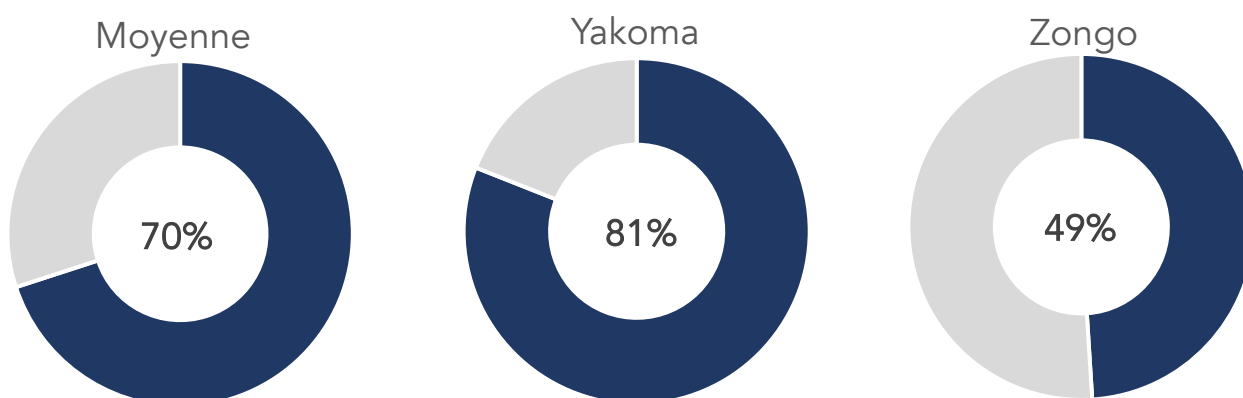
²⁵ Ce qui représentent 89 % de l'échantillonage enquêté.

Crédit et endettement

Accès au crédit. Globalement les opportunités de crédit sont disponibles pour sept ménages sur dix (70 %), avec une différence importante entre le milieu urbain de Zongo où moins de la moitié de la population a eu accès au crédit, par rapport au site de Yakoma où cette proportion est beaucoup plus significative et monte à 81 %.

Les demandes de crédit se font auprès d'un proche ou d'une structure financière.

Figure 21 : Ménages ayant accès au crédit

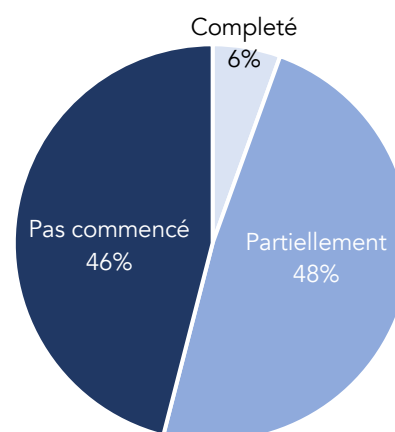


Endettement. Environ trois ménages sur quatre de Yakoma (76 %) et la moitié des ménages de Zongo (49 %) étaient endettés au moment de l'enquête.

Les ménages s'endettent principalement pour acheter de la nourriture : c'est le cas de 56 % des réfugiés à Yakoma et de 41 % de ceux à Zongo.

Parmi ceux qui ont contracté une dette au cours des trois mois précédant l'enquête, seulement 6 % ont déclaré de l'avoir repayé, et 46 % n'ont pas encore commencé à la repayer. Cette proportion est plus importante à Yakoma où la moitié des ménages (50 %) n'avaient pas commencé à rembourser, par rapport à 34 % des ménages de Zongo.

Figure 22 : Remboursement de la dette



Dépenses

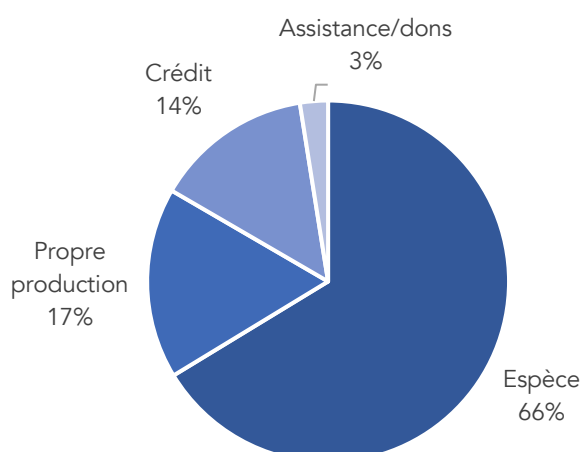
Les dépenses des ménages qui ont été effectuées au cours de 30 jours précédents l'enquête ont été analysées selon leur typologie : alimentaires et non-alimentaires. Les dépenses prises en considération dans cette analyse sont effectuées sous quelques formes que ce soit : en espèce, à crédit, provenant de dons ou d'assistance en nature reçue ainsi que la valeur de la propre production (production propre, cueillette, chasse, échange de travail, seulement pour les dépenses alimentaires).

Dépenses alimentaires. Les dépenses alimentaires sont effectuées principalement en espèce (66 %) mais aussi à crédit (14 %), ce qui confirme la possibilité d'avoir des prêts à crédit dans les zones enquêtées. Les valeurs de l'autoproduction et de l'assistance sont évaluées respectivement à la hauteur de 17 % et 3 %²⁶.

La différence importante entre les deux milieux concerne l'autoproduction que, en milieu rural est évidemment plus importante par rapport au milieu urbain.

Figure 23 : Modalité des dépenses alimentaires

Les dépenses alimentaires les plus fréquentes sont effectuées pour acheter du sel, des tubercules, l'huile et/ou les graisses, des aliments à base protéinique et les boissons, y compris l'eau potable.



Les réfugiés centrafricains dépensent en moyenne 19 132 CDF (\$9,6) par personne par mois pour la nourriture. A

Yakoma cette valeur est légèrement inférieure (17 992 CDF -\$9), étant donné qu'en milieu rural les prix sont souvent moins chers par rapport au milieu urbain. En effet à Zongo les dépenses mensuelles pour la nourriture s'élèvent à 21 284 CDF (\$10,6) par personne²⁷.

²⁶ Il est important de souligner que l'assistance alimentaire est fournie sous forme d'argent liquide direct, ce qui rend difficile de distinguer la part de l'assistance destinée aux aliments puisqu'il y a une possibilité que cette assistance soit rapportée comme de l'argent liquide.

²⁷ Les données winsorisées au 99ème percentile sont de respectivement 18 611 CDF en moyenne (\$9,3), 17 474 CDF (\$8,7) à Yakoma et 20 760 CDF (\$10,4) à Zongo.

Figure 24 : Dépenses alimentaires mensuelles

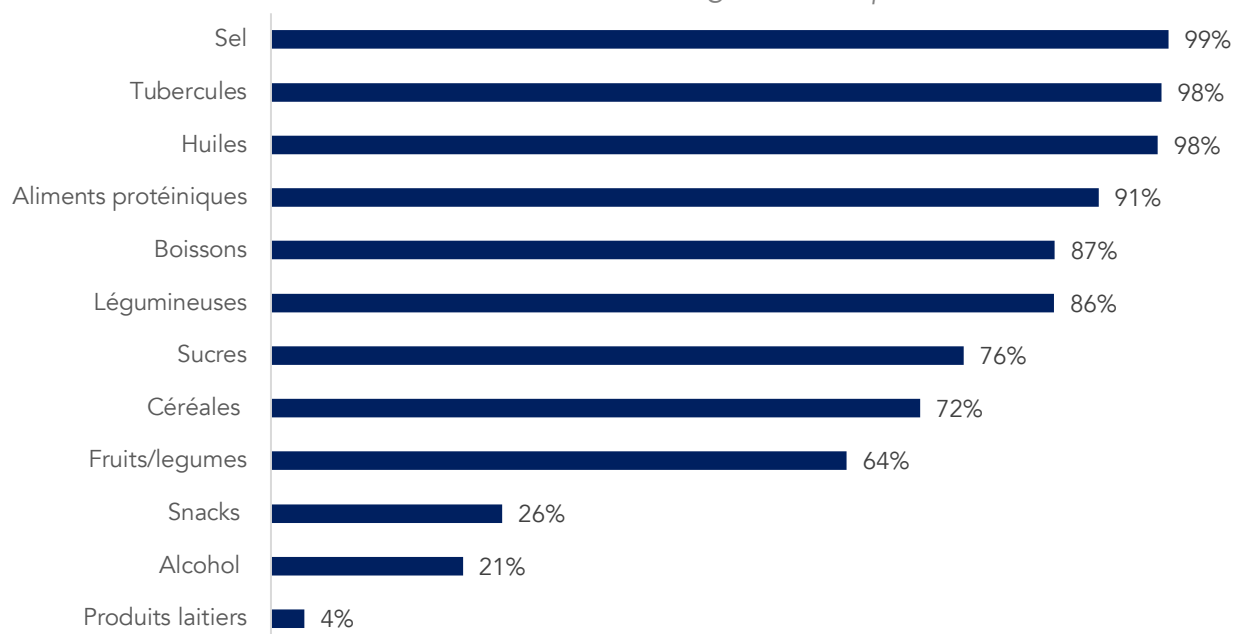


Tableau 3 : Dépenses mensuelles par personne en CDF et USD

DEPENSES DU MENAGE	YAKOMA	ZONGO	MOYENNE
ALIMENTAIRE MOYENNES (Par personne/par mois)	17 992 FC (\$9)	21 284 FC (\$10,6)	19 132 FC (\$9,6)
TOTALES MOYENNES (Par personne/par mois)	31 779 CDF (\$15,9)	33 746 CDF (\$16,9)	33832 CDF (\$16,2)

Les dépenses alimentaires représentent environ 61 % des dépenses totales mensuelles du ménage, ce qui est une proportion assez importante et donne des indications sur la vulnérabilité de ces ménages. En effet, plus la proportion des dépenses pour la nourriture est importante, plus grande est sa vulnérabilité et sa pauvreté parce qu'il aura très peu de marge pour couvrir d'autres besoins essentiels tels que les frais de santé, la scolarité, les charges ménagères, etc.

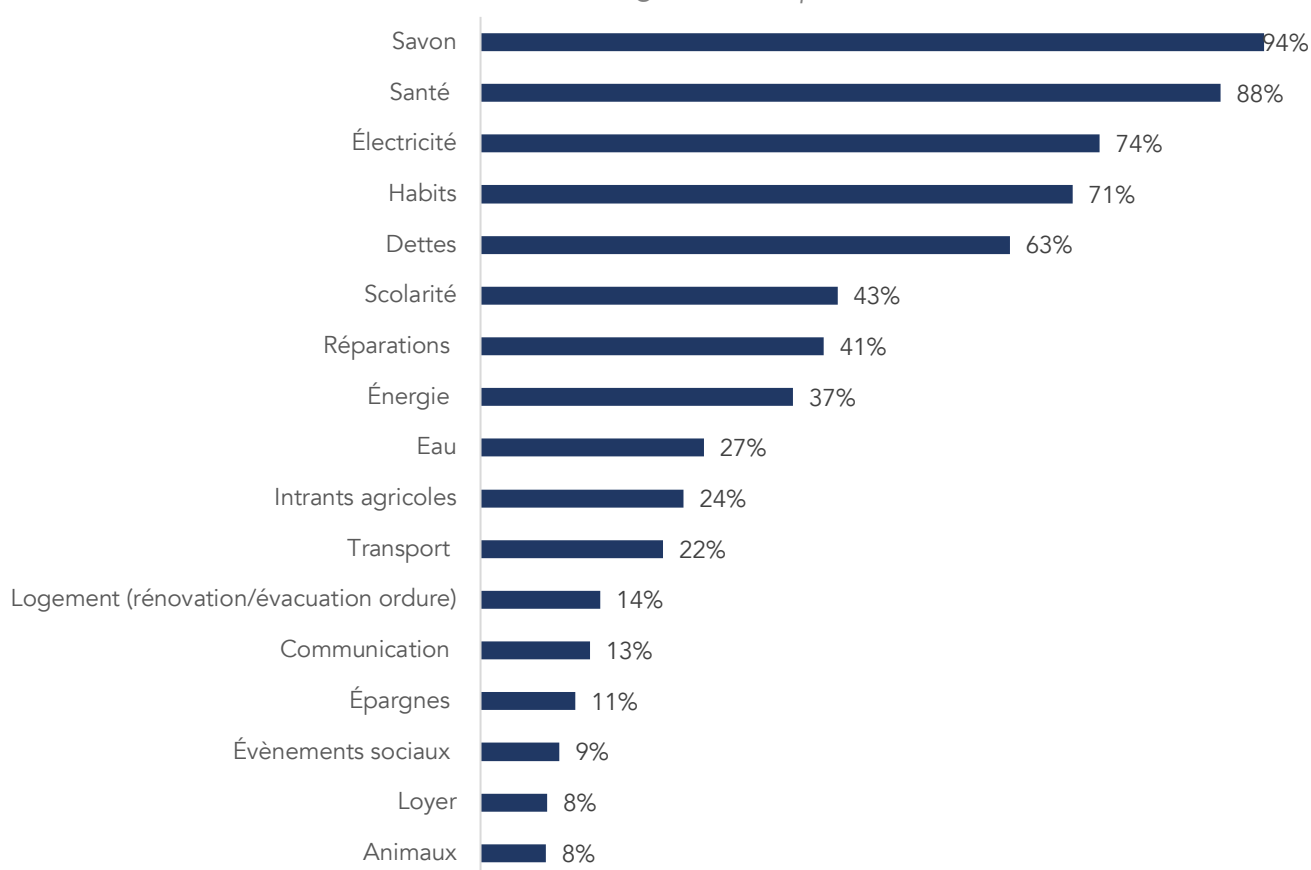
A titre d'exemple, selon l'approche CARI de l'analyse de la sécurité alimentaire, quand la proportion des dépenses mensuelles pour la nourriture représente plus de 65 % des dépenses totales mensuelles du ménage, ce dernier est en condition de vulnérabilité économique. Par rapport aux aliments, dans les zones de Yakoma et Zongo le PAM a fourni aux réfugiés une assistance cash directe de \$10,15 par personne par mois, pour une durée de trois mois dès la date d'arrivée et donc un total d'environ \$30 par réfugié.

Dépenses non-alimentaires. Les dépenses non-alimentaires des ménages interviewés s'élèvent à 13 358 CDF (\$6,7) par personne par mois. Elles sont effectuées principalement pour acheter des produits d'hygiène tels que le savon (94 % des cas), pour couvrir les besoins de santé (88 %), d'électricité (74 %), pour acheter des habits (71 %) ainsi que pour repayer les dettes qu'ils ont contractés (63 %).

Les réfugiés ont fréquemment à leur charge les frais d'électricité, d'énergie et d'eau mais très peu celles de loyer (8 %), car la majorité vivent dans des familles d'accueil où ils contribuent aux charges mensuelles sans devoir payer pour le logement.

Une autre contribution consiste dans les frais de rénovation du logement, et dans l'évacuation des ordures, qui représente 14 % des dépenses non-alimentaires. Ces aspects sont importants à tenir en considération pour analyser la capacité des réfugiés à couvrir leurs besoins essentiels, comme on le verra plus tard dans ce rapport. Il est aussi important de souligner qu'aucun ménage (0 %) n'a déclaré de dépenses liées à l'assurance.

Figure 25 : Dépenses non-alimentaires mensuelles



Visites en République Centrafricaine

Environ un ménage sur quatre (37 %) a eu un membre qui s'est rendu en République Centrafricaine au moins une fois depuis l'arrivée en RDC, moins souvent sont ceux de Zongo (33 %) et plus souvent ceux de Yakoma (40 %), bien que Zongo se trouve juste au-delà de la rivière Ubangi de la capitale centrafricaine Bangui.

Fréquence des visites. Parmi ceux qui se sont déployés en RCA, le 64 % l'a fait une fois dans l'année, 25 % le fait à fréquence mensuelle et 10 % à fréquence hebdomadaire. Cependant on remarque que les ménages installés dans les sites de Zongo ont une fréquence de visite plus élevée par rapport aux ménages installés à Yakoma. Parmi les réfugiés installés à Zongo qui visite la RCA, 72 % le fait chaque semaine ou chaque mois contre seulement 20 % des réfugiés installés à Yakoma.

Cette fréquence plus élevée s'explique par la proximité de Zongo et Bangui séparés tout juste par le fleuve Ubangi.

Raison principale des visites. Globalement la raison principale des voyages en RCA pour les réfugiés est la famille et/ou les amis auxquels rendre visite (42 %) ; elle plus fréquente à Yakoma (47 % des cas) qu'à Zongo (31 %).

Ensuite, les motivations à caractère économique, telles que le contrôle de l'état des biens et actifs productifs possédés, la pratique des activités génératrices de revenu, la pratique de l'agriculture, mettent en exergue les liens économiques que les réfugiés ont gardés en RCA. Ces sources de revenus restent importantes pour les réfugiés et pourraient leur donner une sécurité économique une fois rentrés. Environ 18 % des réfugiés ont voyagé en RCA pour vérifier l'état de ses biens et/ou des actifs productifs. Un autre 15 % l'a fait pour s'investir dans une des activités génératrices de revenu ; dans le site de Zongo il s'agit de presque un ménage sur cinq (19 %) tandis que cette proportion est de 13 % à Yakoma.

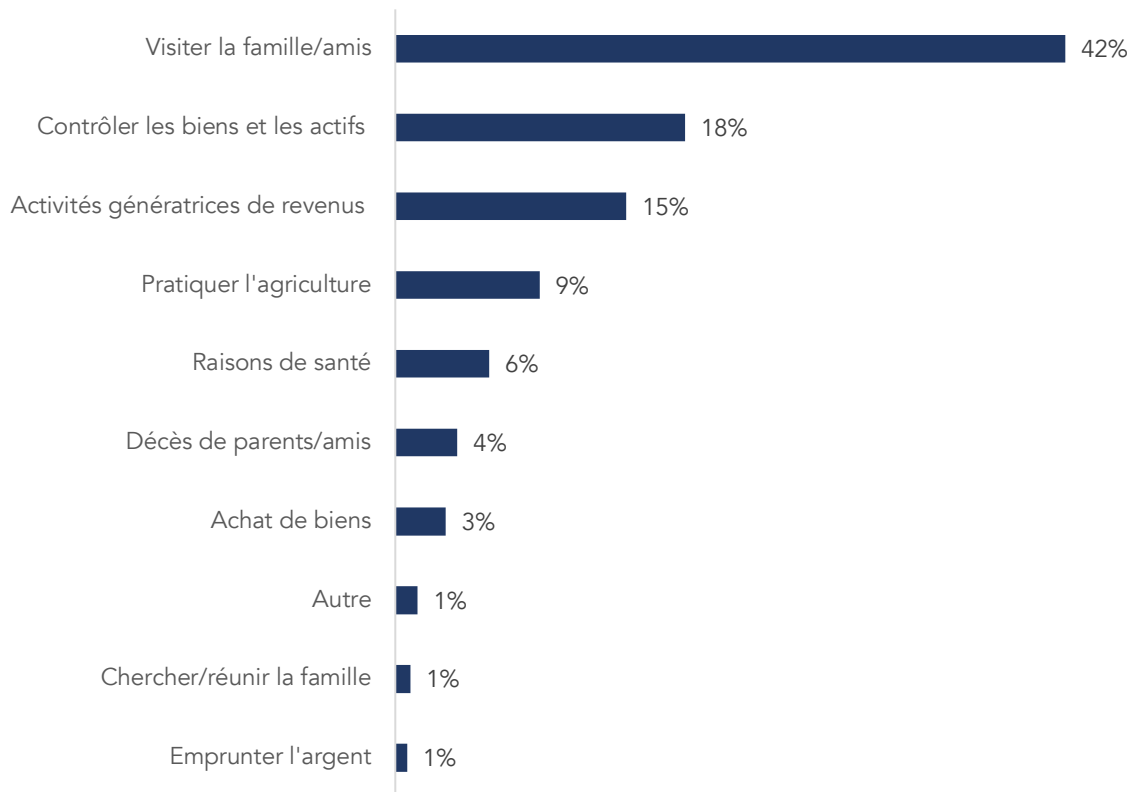
La pratique de l'agriculture est aussi une raison pour une moyenne de 9 % des réfugiés et pour respectivement 7 % de ceux logés à Yakoma et 14 % de ceux de Zongo.

Ceux qui ont voyagé en RCA principalement pour des raisons de santé constituent le 6 % des ménages, mais cette proportion est plus importante à Zongo (12 %) qu'à Yakoma (3 %), la ville de Bangui étant très proche de Zongo.

Une minorité des ménages (3 %) se sont déployés en RCA principalement pour acheter des biens (sans spécifier s'il s'agissait de nourriture).

Il est intéressant de mentionner que bien que ce soit plutôt rare, seulement une petite partie des réfugiés (1 %) ont visité l'RCA principalement pour chercher des membres de la famille et très peu pour emprunter de l'argent (1 %) comme raison principale.

Figure 26 : Raison principale des visites en RCA

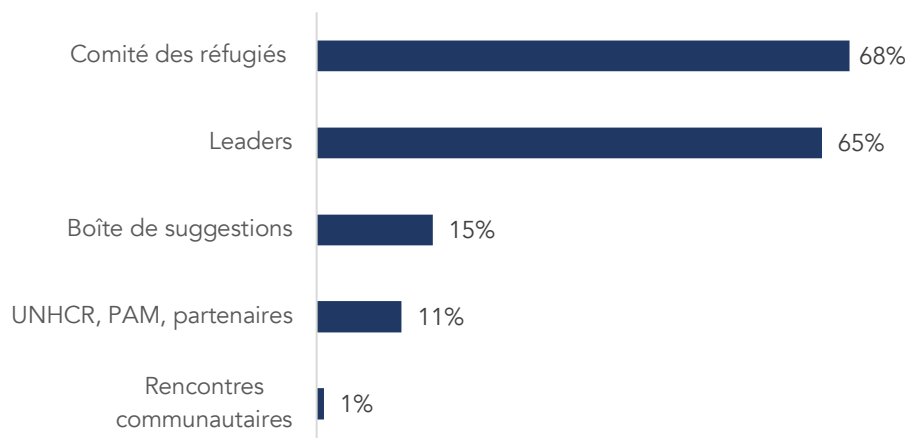


Mécanismes de gestion des plaintes

Les réfugiés ont la possibilité de communiquer leurs contraintes, de se plaindre et partager leurs préoccupations auprès de différentes entités. Les plus utilisés dans les sites étant les comités des réfugiés et les chefs communautaires (respectivement dans le 68 % et 65 % des cas).

Les comités des réfugiés sont plus fréquents dans le site de Zongo (79 %) par rapport à celui de Yakoma (63 %). En revanche, la boîte à suggestion est seulement présente à Yakoma (mentionnée dans le 23 % des cas).

Figure 27 : Présence des mécanismes de gestion de plaintes



Les rencontres communautaires sont peu fréquentes dans les sites, mais elles sont plus probables à Yakoma par rapport à Zongo. Quand ils sont présents sur place, les canaux de communications les plus efficaces et réactifs sont les leaders communautaires, les comités des réfugiés ainsi que les rencontres communautaires.

Réseau social et participation communautaire

La cohésion sociale de la communauté des réfugiés est mesurée à travers l'Index de Cohésion Sociale (ICS), un indicateur empirique du PAM conçu pour estimer l'union de la communauté à travers neuf dimensions sociales, illustrées dans la boîte ci-contre²⁸.

Environ 72 % des réfugiés aperçoivent une forte ou très forte cohésion de la communauté et les différences entre les sites ne semblent pas très importantes. En effet, à Yakoma 70 % des réfugiés voient leur cohésion sociale comme forte ou très forte, et qu'à Zongo cette proportion est même de 77 %. Globalement la valeur de l'ICS est de 67 sur 100.

1. La relation avec d'autres groupes communautaires,
2. Le type de relation avec les autres groupes communautaires
3. La fréquence d'interaction avec d'autres groupes communautaires
4. Le confort d'interaction avec les autres groupes communautaires
5. La fréquence d'interaction avec les vendeurs/entreprises de réfugiés
6. La confiance dans les autres groupes communautaires
7. Le sentiment d'appartenance
8. La participation aux activités communautaires
9. L'aide/assistance aux autres membres de la communauté

²⁸ Chaque dimension a une valeur allant de 1 à 5, selon que la cohésion soit faible ou très forte. Ensuite les scores obtenus pour chaque ménage sont additionnés, divisés par 45 et multipliés par 100 pour estimer la cohésion sociale. Dans le contexte de cette collecte des données, la limitation de cet indicateur a consisté dans une liste d'options fournie qui n'était pas exhaustive et avait des valeurs incorrectes. Toutes les possibles corrections ont été appliquées en phase d'analyse, cependant on recommande prudence dans l'interprétation et utilisation de ce résultat.

Accès aux soins de santé

Les réfugiés accèdent aux soins de santé centres de santé, les pharmacies, les cabinets des guérisseurs traditionnels, ainsi que les lieux d'automédication. Le HCR collabore avec plusieurs partenaires pour améliorer les conditions d'hygiène des réfugiés à travers la distribution de savon²⁹ et la gestion des déchets, particulièrement dans le Nord Ubangi. En outre, le HCR et ses partenaires collaborent pour améliorer l'accès à la santé pour les réfugiés en dehors des camps, en construisant et en équipant des centres de santé, en prenant en charge les salaires des infirmières ainsi qu'en fournissant des médicaments essentiels.

Accès et défis aux soins de santé. A Yakoma environ 93 % des réfugiés centrafricains déclarent avoir accès aux soins de santé primaires. A Zongo cette proportion baisse à 82 %. Cependant, une proportion importante des réfugiés déclare avoir des défis pour accéder aux soins de santé, soit 67 % des ménages de Yakoma et 49 % des ménages de Zongo.

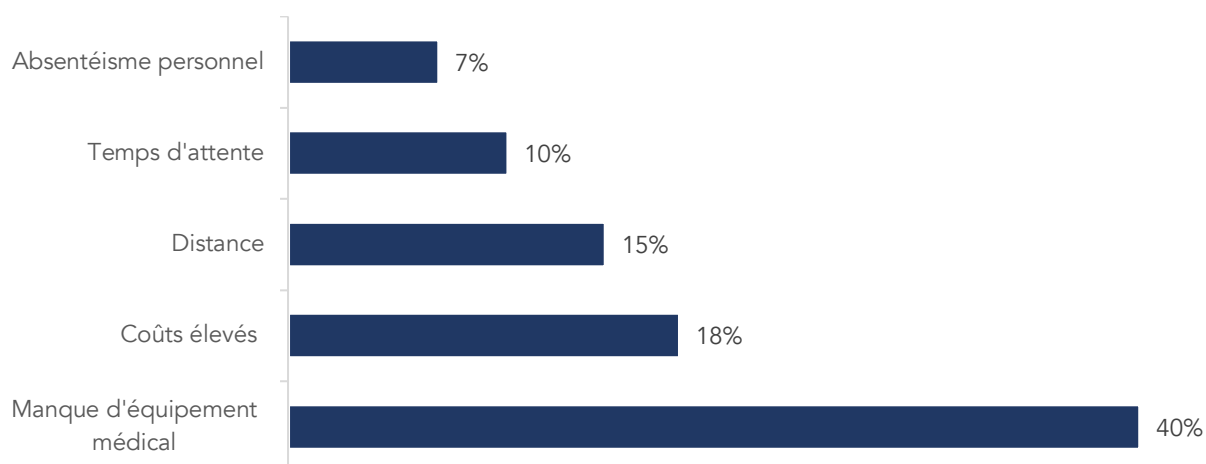
Le manque de médicaments et/ou d'équipement médical dans les centres de santé représente la difficulté la plus fréquemment rencontrée : globalement par le 40 % des réfugiés, respectivement par le 46 % à Yakoma et 29 % de ceux de Zongo. Il y a donc un besoin flagrant de matériel médical en zone rurale par rapport au milieu urbain.

Les coûts des prestations sanitaires sont élevés pour 25 % des réfugiés du site de Yakoma, et seulement pour 6 % de ceux qui sont logés dans la zone de Zongo.

Globalement la distance pour arriver aux centres de santé est un défi pour 15 % des ménages, mais seulement pour 3 % de ceux installés à Yakoma et pour 37 % de ceux à Zongo. Probablement en milieu urbain les réfugiés sont installés chez des familles d'accueil qui ne se trouvent pas forcément près des centres de santé à différence du milieu rural où il semble y avoir des services de santé qui, probablement en servant une portion de population plus stable, semblent aussi plus faciles à atteindre.

²⁹ A la date de décembre 2021 le HCR en collaboration avec ADSSE a distribué 8 000 savons en barre à environ 4 000 réfugiés (environ 1 050 ménages) dans la zone de Modale. En outre, trois fosses à déchets, un incinérateur, une fosse à aiguilles ont été construits et 10 sacs à déchets ont été mis en place en collaboration avec ACTED (source : Country Template – UNHCR Southern Africa Operational Update, Gbadolite, 2 décembre 2021).

Figure 28 : Difficultés rencontrées dans l'accès aux soins de santé



La longueur des temps d'attente est une contrainte pour 10 % des ménages, sans de différences importantes entre les deux milieux.

Seulement 7 % des ménages déclarent le personnel soignant est absent régulièrement et cela constitue un problème une fois qu'ils se rendent dans les centres de santé.

A Yakoma 2 % des ménages déclare que les adultes n'ont pas d'accès aux soins et que cela soit réservé aux enfants, en soulignant ainsi l'implémentation d'interventions dans le domaine de la santé ciblant les enfants.

Capacité économique à répondre aux besoins essentiels

Pour comprendre la capacité économique globale des ménages, il est nécessaire d'évaluer dans quelle mesure les ménages sont capables de couvrir les coûts minimaux de leurs besoins essentiels grâce à leur propre capacité économique. Pour ce faire, un indicateur de la capacité des ménages de couvrir leurs besoins essentiels, le ECMEN (*Economic Capacity to Meet Essential Needs*), qui estime la proportion de ménages qui sont en mesure de satisfaire leurs besoins essentiels grâce à leur propre capacité économique, a été créé. Plus en détail, l'indicateur ECMEN permet

Besoins essentiels

Les besoins essentiels des ménages sont définis par les biens, les services ou ressources nécessaires dont ils ont besoin pour assurer leur survie ainsi qu'un niveau de vie minimum sans recourir à des mécanismes d'adaptation négatifs qui compromettraient leur santé, leur dignité et leurs biens de subsistance essentiels.

d'identifier le pourcentage de ménages dont les dépenses dépassent le panier de dépenses minimum, appelé *Minimum Expenditure Basket* (MEB) et le panier réduit appelé *Survival Expenditure Basket* (SMEB). Ce qui correspond à la proportion des ménages dont les dépenses mensuelles se trouvent au-dessus du seuil de survie. Globalement, l'ECMEN va donc permettre d'évaluer le niveau de capacité économique de chaque ménage.

MEB. Le panier de dépenses minimum exprime le coût moyen de ce dont un ménage a besoin pour satisfaire ses besoins fondamentaux, alimentaires et non-alimentaires, de manière régulière ou saisonnière. Le MEB sert de seuil monétaire pour évaluer la capacité économique d'un ménage à satisfaire ses besoins.

En RDC l'approche retenue par le bureau de pays du PAM pour établir le MEB (et le SMEB) est une approche *ad-hoc*, basée à la fois sur les droits et sur les dépenses). D'abord les besoins et services essentiels d'un ménage de taille moyenne (cinq membres) ont été répertoriés par le biais d'un processus consultatif avec le personnel de terrain du PAM. Ensuite les modèles des dépenses des ménages, dont les données proviennent des bases des données des enquêtes du PAM³⁰, ont été examinés et comparés avec le MEB basé sur les droits. Le résultat final est un MEB hybride reflétant les schémas de dépenses tout en conservant une vision fondée sur les droits³¹. Pour estimer le MEB des réfugiés centrafricains les bureaux du PAM de Gbadolite (Nord Ubangi) et de Libenge (Sud Ubangi), avec le soutien du bureau de pays, ont coordonné en 2021 deux évaluations de marché ayant le but de collecter les prix des biens des besoins essentiels dans les sites de Yakoma³² et Zongo³³. Les

³⁰ Évaluations EFSA du PAM conduites en 2019 dans plusieurs zones de la RDC.

³¹ Pour des informations additionnelles sur la méthodologie du calcul du MEB en RDC veuillez consulter le document suivant : PAM, *Analyse du Minimum Expenditure Basket /Panier de Dépenses Minimum (MEB)*, RDC, Juillet 2020, <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000120028/download/>

³² PAM, *Évaluation des marchés dans les territoires de Yakoma, Bondo et Bosobolo, Province du Nord Ubangi -RDC* (à venir), données collectées entre janvier et février 2021.

³³ PAM, *Mise à jour de la situation des marchés de Zongo et Mole*, décembre 2021.

données de la zone de Yakoma ont été ensuite reprises et mise à jour à cause de l'évolution du cout de la vie dans cette zone, comme illustré dans l'annexe 4.

La méthodologie de calcul du MEB et SMEB adoptée lors de ces enquêtes reflète les caractéristiques de la population ciblée. Par exemple, la taille du ménage prise en examen sera la taille moyenne de la zone en question (qui est de 5,2 membres à Yakoma et 4,2 membres à Zongo). En outre, la composante alimentaire (le panier alimentaire) comprend les denrées habituellement consommées par la population dans les zones enquêtées (riz local, huile, légumineuses et sel à Yakoma et farine de manioc, farine de maïs, légumineuses, huile de palme et sel à Zongo), pour un apport journalier d'environ 2 100 kcal/personne.

La composante non-alimentaire comprend les dépenses de santé, l'achat de biens non-alimentaires, les frais de scolarité et de communication, le transport et les coûts d'énergie. Le loyer est exclu du calcul du MEB parce que la population prise en examen est hébergée chez des familles d'accueil et comme déjà vu auparavant, seulement une petite frange de population (8 %) paie des dépenses de loyer sur base mensuelle.

Afin de s'assurer que l'assistance reçue ne soit pas comptabilisée dans le niveau de dépenses des ménages et éviter de surestimer les dépenses des ménages, conformément aux directives de l'*Essential Needs Analysis* (ENA)³⁴, les dépenses en assistance sont déduites des dépenses totales (en espèce et en production propre) du ménage³⁵.

La valeur finale du MEB, comprenant les dépenses de santé et les frais de scolarité, est ainsi de **73 557 CDF/personne/mois (\$36,7)** dans le site de **Yakoma** et de **63 128 CDF/personne/mois (\$31,5)** dans le site **Zongo**.

SMEB. Le *Survival Expenditure Basket* (SMEB), est le minimum absolu requis pour maintenir la survie et couvrir les besoins vitaux. Il comprend un panier alimentaire réduit, calculé pour apporter 1 800 kcal/personne/jour, une quantité limitée d'articles non-alimentaires nécessaires à la cuisine et à l'hygiène de base, ainsi que les frais de santé de base. Le loyer n'est pas compris dans le calcul du SMEB.

³⁴ Pour l'ECMEN, la capacité économique est calculée à partir des dépenses, à l'exclusion des achats effectués à crédit et de l'assistance. Source : https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000074197/download/?_ga=2.255383432.1059420909.1634631469-1672693543.1594803277

³⁵ Il faut tenir en compte que l'assistance alimentaire du PAM a été fournie aux réfugiés pour une période limitée et à partir de leur date d'arrivée en RDC, et qu'il n'y a pas beaucoup d'information sur d'autres assistance (en espèce ou en nature) que cette population pourrait recevoir dans les zones concernées. Pour ce faire la méthodologie d'analyse a utilisé les dépenses mensuelles en assistance dans le calcul du ECMEN, au lieu de la valeur de l'assistance mensuelle, pour mieux considérer le comportement de dépenses d chaque ménage et tenir en compte des différences potentielles entre ménages liées à l'assistance.

Le SMEB correspond à une valeur de **57 630 CDF/personne/mois (\$28,8)** dans le site de **Yakoma** et de **53 625 CDF/personne/mois (\$26,8)** dans le territoire de **Zongo**.

Bien que Zongo soit une zone urbaine où les prix sont normalement plus élevés qu'en zone rurale, il est important de mettre en exergue que la zone de Zongo est mieux connectée à Bangui, où les réfugiés peuvent faire des achats à des meilleurs prix et importer des produits non-vivriers en RDC et que donc la connectivité de la zone de Zongo constitue un atout pour les ménages qu'y habitent et explique les raisons pour lesquelles le MEB/SMEB du milieu urbain soit moins élevé que le MEB/SMEB rural³⁶.

Assistance. Aux nouveaux réfugiés centrafricains enregistrés ou vérifiés le HCR fournit une assistance en espèce pour couvrir les frais d'achat d'articles ménagers essentiels pour une valeur de \$35-38 selon la taille du ménage. En outre, le HCR a élargi à toutes les réfugiées femmes en âge de procréer nouvellement arrivées dans le nord de la RDC une assistance en espèce pour couvrir les frais des kits de dignité³⁷ de la valeur de \$15. En raison des ressources limitées, il s'agit principalement de distributions ponctuelles, qui ne couvraient donc pas une période spécifiquement définie.

Le PAM fournit une assistance alimentaire également en espèce selon la taille réelle du ménage, pour une valeur de 20 000 CDF/personne/mois équivalent environ à \$10,15 USD. Cette assistance a été de trois mois pour tous les sites accessibles³⁸ et ensuite d'autres trois mois dans le site de relocalisation de Modale uniquement. Après les premiers mois d'assistance de couverture, le PAM a continué à soutenir les moyens d'existence de ces ménages et des familles d'accueil à travers une assistance alimentaire pour la création d'actifs productifs et la promotion d'activités génératrices de revenu des femmes visant le renforcement de leur résilience en septembre 2021.

Cependant une mission d'évaluation des marchés effectuée par le PAM en décembre 2021 sur les sites de Zongo et Mole, ayant évalué les prix des denrées alimentaires, a estimé que l'assistance du PAM n'arriverait pas à couvrir les besoins alimentaires mensuels des réfugiés. Selon ces derniers, l'assistance couvrirait difficilement plus de deux semaines de besoins alimentaires. La mission a également mis en exergue la préférence de la devise pour l'assistance dans cette zone, qui serait le dollar américain afin de mitiger la déflation du taux du CDF³⁹.

³⁶ Il faut également noter que le coût du panier alimentaire à Yakoma utilisé lors de cette analyse, a quasiment doublé en janvier 2022 comparativement à la période allant de mai à septembre 2021. Nous pouvons imputer ces hausses à la période des festivités qui pousse les ménages agricoles à utiliser les encaisses de la récolte pour se procurer les habits ou d'autres biens pour les fêtes de décembre.

³⁷ Le kit de dignité est un paquet de produits d'hygiène spécifiques pour les femmes.

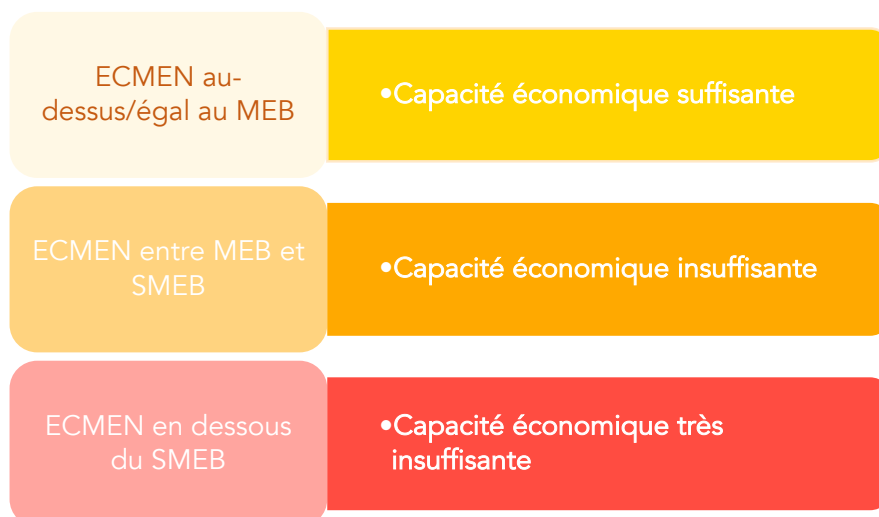
³⁸ Sites de Yakoma et environs, Bosobolo (Sidi, Boduna, Boroto, Gbangi, Dula), Zongo (Sagila, Sambolola et Congo Rive).

³⁹ Source : PAM, Rapport MSA Zongo et Mole, décembre 2021.

ECMEN. L'indicateur de capacité économique du ménage ECMEN identifie la capacité des ménages à couvrir leurs besoins essentiels en analysant le pourcentage de ménages ayant des dépenses totales qui vont au-delà du seuil du MEB, comprises entre le MEB et le SMEB, ou inférieures au seuil du SMEB. Lorsque la capacité économique des ménages tombe en dessous du MEB, le ménage éprouve des difficultés à maintenir ses besoins alimentaires de base. A l'inverse, si la capacité économique du ménage dépasse le MEB, on estime que le ménage est en mesure de couvrir ses besoins essentiels compte tenu de ses propres ressources économiques et qu'il fait donc preuve d'une capacité économique suffisante.

L'ECMEN est calculé à partir des dépenses estimées par personne et par mois n'incluant pas les dépenses en crédit, ni les dépenses en assistance. Un résumé détaillé sur l'agrégation des dépenses considérées dans l'ECMEN est disponible dans l'annexe 5.

Le calcul du ECMEN a été adapté à chaque site afin de tenir en compte des différentes valeurs de MEB et SMEB qui reflètent la différence de coût de la vie entre milieu urbain et rural.



La création du ECMEN a été réalisée comme illustré dans le tableau qui suit.

Tableau 4 : Construction de l'indicateur ECMEN (valeurs mensuelles par personne)

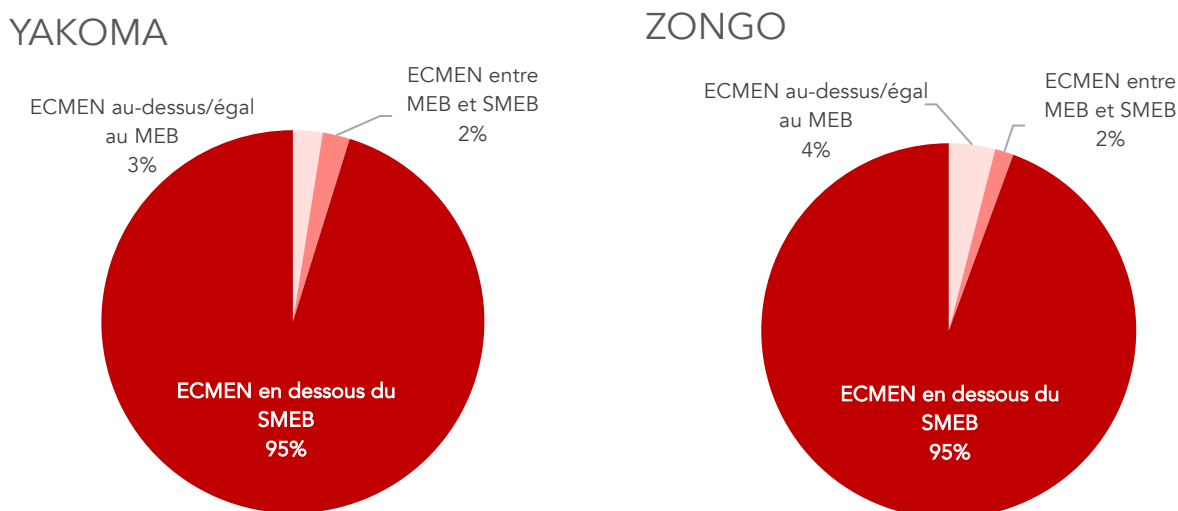
ECMEN	DEPENSES TOTALES (Par personne)	—	VALEUR DE DEPENSES EN ASSISTANCE (Par personne)	Comparé au	MEB/SMEB (Par personne)
		<ul style="list-style-type: none"> ✓ Cash ✓ Production propre ✓ Assistance ✗ Crédit ✗ Dépenses pour paiement des dettes 		(Varie pour chaque ménage selon qu'il reçoit ou non une assistance et selon le type d'assistance)	

Dans les deux sites, Yakoma et Zongo, 95 % des ménages se trouvent en capacité économique insuffisante : ils n'ont pas de capacité de couvrir leurs besoins essentiels. Seulement 3 % des réfugiés installés à Yakoma et 4 % de ceux installés à Zongo ont une capacité économique qui leur permet de satisfaire les besoins primaires alimentaires et non-alimentaires.

Tableau 5 : MEB, SMEB et ECMEN des réfugiés par site

		YAKOMA	ZONGO	MOYENNE
MEB	MEB par personne	73 557 CDF (36,8 USD)	63 128 CDF (31,6 USD)	69 947 CDF (USD 35,0)
	SMEB par personne	57 630 CDF (28,8 USD)	53 625 CDF (26,8 USD)	56 244 CDF (28,1 USD)
ECMEN	ECMEN au-dessus/égal au MEB	3 %	4 %	3 %
	ECMEN entre MEB et SMEB	2 %	2 %	2 %
	ECMEN en dessous du SMEB	95 %	95 %	95 %

Figure 29 : Capacité économique des ménages dans les zones enquêtées



Vulnérabilité

La vulnérabilité des réfugiés est mesurée à travers un indicateur multidimensionnel, qui a été créé par le PAM suivant la méthodologie de l'ENA⁴⁰. Cet indicateur prend en compte trois dimensions clés :

- 1) la capacité économique des ménages à couvrir leurs besoins essentiels (ECMEN),
- 2) la résilience des ménages exprimées par les stratégies de moyens d'existence adoptées, et
- 3) la proportion des ménages ayant un SCA limite, c'est à dire ayant une valeur comprise entre 28 et 42.

Grâce à cette approche, on classifera un ménage suivant son degré de vulnérabilité selon les différentes combinaisons de ces trois dimensions :

1) **Un ménage très vulnérable** a soit une mauvaise consommation alimentaire, soit un recours aux stratégies de crises et d'urgence (recours extrême), soit une vulnérabilité économique élevée.

2) **Un ménage modérément vulnérable** comprend tous les ménages qui ne sont pas déjà inclus dans les catégories précédentes, à savoir ceux qui ont :

- Un SCA limite
- Un bas recours aux stratégies d'adaptation (recours seulement aux stratégies de stress ou pas de recours), et
- Une vulnérabilité économique faible/modérée

Ou

- Un SCA acceptable
- Un bas recours aux stratégies d'adaptation (recours seulement aux stratégies de stress ou pas de recours), et
- Une vulnérabilité économique modérée.

3) **Un ménage moins vulnérable** est caractérisé par une consommation alimentaire acceptable, un bas recours aux stratégies (seulement recours de stress ou pas de recours) et une faible vulnérabilité économique.

⁴⁰ https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000074197/download/?_ga=2.255383432.1059420909.1634631469-1672693543.1594803277

Ménage très vulnérable

- Mauvaise consommation alimentaire, soit
- Recours aux stratégies de crises et d'urgence, soit
- Vulnérabilité économique élevée

Ménage modérément vulnérable

- SCA limite
- Bas recours aux stratégies d'adaptation (stress ou aucune)
- Vulnérabilité économique faible/modérée ou
- SCA acceptable
- Bas recours aux stratégies d'adaptation (stress ou aucune)
- Vulnérabilité économique modérée

Ménage moins vulnérable

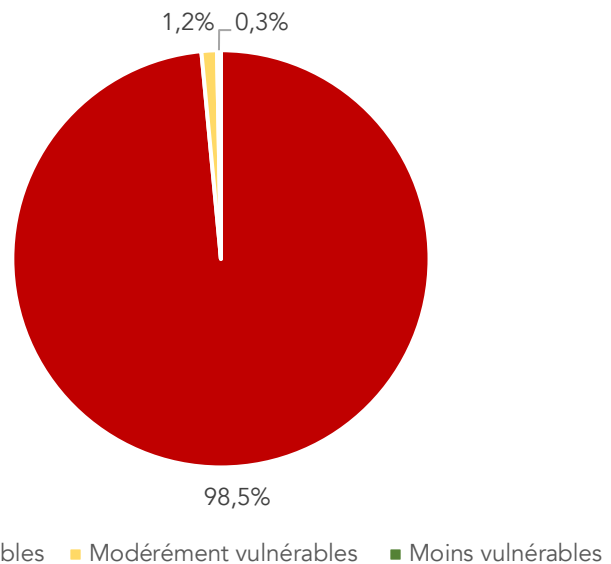
- Consommation alimentaire acceptable
- Bas recours aux stratégies (stress ou pas de recours)
- Faible vulnérabilité économique

Tableau 6 : Critères de vulnérabilité des réfugiés

DIMENSIONS DE LA VULNERABILITE			
CONSUMMATION ALIMENTAIRE	STRATEGIES EXTREMES	VULNERABILITE ECONOMIQUE (ECMEN)	VULNERABILITE DES MENAGES
ACCEPTABLE (SCA > 42)	BAS RECOURS (Pas de stratégies de crises ou urgence)	VULNERABILITE LIMITE (ECMEN ≥ MEB)	MOINS VULNERABLES
		VULNERABILITE MODEREE (SMEB ≤ ECMEN < MEB)	MODEREMENT VULNERABLES
LIMITE (SCA > 28 et SCA ≤ 42)	BAS RECOURS (Pas de stratégies de crises ou urgence)	VULNERABILITE LIMITE/MODEREE (ECMEN ≥ MEB ou SMEB ≤ ECMEN < MEB)	
		RECOURS FREQUENT (Utilisation des stratégies de crises ou urgence)	VULNERABILITE ELEVEE (ECMEN < SMEB)
PAUVRE (SCA ≤ 28)			

Figure 30 : Classification des ménages selon leur vulnérabilité

Les résultats de l'analyse mettent en exergue que la fréquence de la vulnérabilité, ci-dessus définie, est très élevée parmi les réfugiés centrafricains : presque la totalité des ménages (98,5 %) sont très vulnérables. En dépit des différences entre les milieux, la vulnérabilité est répandue de façon



très homogène : au total la vulnérabilité touche 98,5 % de l'échantillon dans les deux milieux mais à Yakoma la vulnérabilité extrême est légèrement plus fréquente par rapport à celle de Zongo, respectivement 98,7 % contre 98,2 %.

Ces résultats sont principalement expliqués par la faible capacité économique des ménages à faire face aux besoins essentiels.

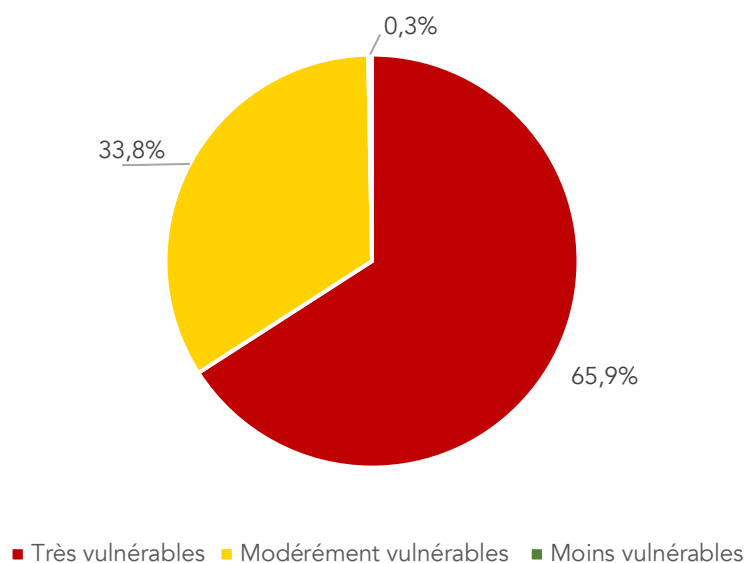
Tableau 7 : Fréquence de la vulnérabilité selon les sites

	Yakoma	Zongo	Moyenne	Total vulnérables
Très vulnérables	98,7%	98,2%	98,5%	99,7%
Modérément vulnérables	1,0%	1,6%	1,2%	
Moins vulnérables	0,3%	0,3%	0,3%	

Une analyse supplémentaire a été conduite afin de tester une différente définition de vulnérabilité. Cette mesure alternative modifie les paramètres d'estimation de la vulnérabilité afin de rendre plus stricte la définition de vulnérabilité extrême et également générer plus de variation dans l'échantillon à des fins de ciblage, en identifiant les ménages très vulnérables selon deux critères de vulnérabilité au lieu d'un seul. Cela veut dire que, par exemple, un ménage avec capacité économique insuffisante sera classifié comme très vulnérable s'il présente également un SCA pauvre ou un recours à des stratégies de crise ou d'urgence dans les 30 jours précédant l'enquête au lieu d'être considéré très vulnérable seulement à cause de sa capacité économique insuffisante.

Figure 31 : Classification des ménages selon une deuxième définition de vulnérabilité

Selon cette définition alternative, les ménages moins vulnérables restent 0,3 % de la population enquêtée tandis que les ménages très vulnérables seraient 65,9 % et ceux modérément vulnérables 33,8 %.



Cette nouvelle définition de vulnérabilité a bien évidemment des

importantes implications dans le cadre du ciblage et de la priorisation et de la stratégie de l'assistance humanitaire et elle pourrait être prise en considération dans le cas d'un manque de ressources pour assister les réfugiés centrafricains. Si celui sera le cas, il faudra surement évaluer toute répercussion, notamment l'exacerbation des moyens d'existence des exclus, une éventuelle tension sociale qui pourrait se créer entre les bénéficiaires et les non bénéficiaires, une dilution de l'assistance en cas de partage de l'aide, un recours aux activités illégales.

Conclusions et Recommandations

Conclusions

Les résultats de cette enquête montrent une vulnérabilité très répandue et très élevée dans la population centrafricaine réfugiée dans les provinces du Sud Ubangi et du Nord Ubangi. Le taux de vulnérabilité est homogène entre les sites de Yakoma et Zongo, bien que les types de milieux soient différents. Globalement, presque la totalité de la population enquêtée (99,7 %) est vulnérable selon l'approche ENA, dont 98,5 % est dans conditions de vulnérabilité extrême. La vulnérabilité est principalement attribuable à la faible capacité économique des ménages, qui met en exergue un niveau des dépenses limité. Par conséquent la population prise en examen est incapable de satisfaire ses besoins alimentaires de base à travers de sa propre capacité économique -qui est insuffisante- et ses moyens d'existence -qui sont démunis.

De plus les réfugiés se sont insérés dans des communautés hôtes qui vivent également dans un contexte d'extrême pauvreté, de manque de moyens et d'insécurité alimentaire (plus de 70 % des ménages vivent dans l'insécurité alimentaire dans le Nord Ubangi -dont 16 % de manière sévère- et 52 % des ménages- dont 9 % de façon sévère- dans le Sud Ubangi), un cercle vicieux qui pourrait amener des tensions si négligées dans le cadre de la réponse à la crise des réfugiés.

Les résultats de cette enquête mettent en évidence des différences importantes entre les deux sites pris en examen, principalement sous un profil sociodémographique, de consommation alimentaire, de stratégies pour pallier les besoins alimentaires, des moyens d'existence, d'accès à la terre, d'accès au crédit et d'accès à la santé, comme illustré dans le tableau qui suit. Cette hétérogénéité, qui exprime particulièrement les différences des milieux géographiques, met en exergue les limites de la généralisation des résultats à tous les réfugiés hors camp et appelle à une adaptation très fine de l'assistance humanitaire et des réponses à long terme.

Domaine	Yakoma	Zongo	Priorité Typologie de la réponse
Principaux moyens d'existence	Agriculture : 71 % Petit Commerce : 33 %	Agriculture : 44 % Petit commerce : 58 %	Moyens d'existence
Ménages ayant une consommation alimentaire pauvre	11 %	26 %	Assistance alimentaire d'urgence
Ménages ayant fait recours à la mendicité	11 %	2 %	Protection
Ménages ayant retiré les enfants de l'école	6 %	21 %	Moyens d'existence
Ménages ayant recouru au travail des enfants (Parmi ceux ayant des enfants)	39 %	21 %	Protection/ Moyens d'existence
Ménages ayant accès au crédit	81 %	49 %	Emploi/ Moyens d'existence
Compétences des membres du ménage	Agriculture : 86 % Élevage : 4 % Petit commerce : 57 %	Agriculture : 66 % Élevage : 18 % Petit commerce : 74 %	Emploi
Défis aux activités économiques	Manque de capital : 66 % Coûts > Revenus : 44 % Surendettement : 19 %	Manque de capital : 72 % Coûts > Revenus : 80 % Surendettement : 6 %	Emploi
Ménages ayant accès à la terre cultivable	56 %	10 %	Moyens d'existence
Vulnérabilité	Très élevée : 98,7 %	Très élevée : 98,2 %	Emploi/ Moyens d'existence/ Assistance alimentaire/ Protection

Recommandations

1) Assistance. Bien que le HCR organise des actions de rapatriement volontaire en RCA, la communauté humanitaire doit mettre en place des programmes de longue durée afin de rendre autonomes ces réfugiés, qui risquent de rester en RDC pendant des années et d'avoir des opportunités d'autonomisation limitées. Afin d'assurer leurs besoins primaires tels que la santé et l'éducation, mais également pour qu'ils aient des perspectives d'emploi, ayant accès au crédit et aux facteurs productifs ce soutien sera crucial. La priorité sera de relever les défis qui ont été mis en évidence par la communauté lors de cette évaluation, notamment l'accès au capital et aux marchés, et l'amélioration de la productivité dans les deux sites.

Toutefois avant d'engager des moyens il faudra évaluer l'éligibilité des ménages en fonction de leur intention de rester et s'installer dans la RDC ou de rentrer en RCA et connaître leur mobilité.

Ensuite une stratégie de réponse à l'urgence des réfugiés, qui prenne en compte également les besoins de la communauté hôte, doit être clairement déterminée pour définir le plan d'action, les axes d'intervention, la modalité, la durée, la saisonnalité, le type d'assistance, les responsabilités de toutes les parties prenantes ainsi que la stratégie de sortie. A ces fins il est recommandable de faire une étude de marché sur les besoins de la communauté hôte afin d'avoir une stratégie adéquate.

À la suite de l'assistance généralisée et de couverture initiale que le PAM et le HCR ont déjà fournie, il est souhaitable de répondre aux besoins spécifiques de la population pour renforcer leurs moyens d'existence et faire croître leurs compétences à long terme et renforcer leur résilience. Afin de faire face à la pénurie des fonds, une synergie avec plusieurs acteurs présents sur le terrain, par exemple la FAO, l'UNICEF et les autorités locales, serait souhaitable pour mettre en place des programmes intégrés et multisectoriels qui se basent sur l'avantage comparatif de chacun et adaptés au milieu d'intervention favorisant l'accès :

- Au financement ;
- Au réseau d'approvisionnement ;
- A l'emploi ;
- Aux soins de santé.

En outre, en milieu rural il sera important de garantir l'accès aux terres cultivables et de fournir des intrants agricoles afin de générer une production agricole destinée à l'autoconsommation et à la vente.

- **Emploi.** Mettre en place des formations professionnelles dans des domaines de travail spécialisé selon le profil et les compétences déjà acquises telles que les pratiques

agricoles soutenables, mais aussi les activités de service telles que la coiffure, la maçonnerie, l'artisanat, la couture, la restauration, qui peuvent être organisées dans le cadre des programmes de professionnalisation de la population. Les formations professionnelles devraient cibler davantage les femmes, car celles-ci sont majoritairement chefs de ménage, très motivées à travailler et constituent une opportunité de source de revenu pour la famille.

En outre, puisque cette population semble assez qualifiée et encline à travailler, les interventions en matière d'emploi devraient également se concentrer sur le renforcement du lien entre les travailleurs potentiels et le marché du travail local.

- **Réseau d'approvisionnement.** Rendre accessible la chaîne d'approvisionnement pour toutes initiatives de production et de vente à travers une meilleure connaissance des réseaux locaux de producteurs, transporteurs et d'intermédiaires aux réfugiés centrafricains. Il serait envisageable la mise en place de systèmes de parrainage et accompagnement pour l'entreprenariat.
- **Soins de santé.** Assurer l'accès universel aux soins de santé primaires aussi bien dans la localisation des lieux de traitement que dans la disponibilité des médicaments et équipements, particulièrement dans la zone de Yakoma.

Il sera donc nécessaire de développer chacune de ces solutions en fonction des zones concernées et de commencer l'implémentation par des sites pilotes avant de l'élargir au niveau des provinces. En particulier, il faudra s'approprier des leçons apprises des réalisations du projet du PAM de renforcement de la résilience axé sur la création d'actifs communautaires, sur l'appui aux activités génératrices de revenu et sur la promotion de la cohésion sociale et cohabitation pacifique, afin de pouvoir affiner le modèle d'implémentation et d'en mesurer l'efficacité. Dans l'annexe 6 se trouvent les détails de l'implémentation du projet de renforcement de la résilience.

2) Approche de ciblage. Sachant que 98,5 % de la population est très vulnérable et qu'il n'y a pas des différences significatives observées à justifier la formation de groupes d'assistance différentes, comme dans le cas des réfugiés sud soudanais et burundais, il est recommandé de cibler la totalité de la population centrafricaine réfugiée sans faire de distinctions entre les classes de vulnérabilité. Ceci facilitera l'effort de mise en place de l'assistance humanitaire, économisera des coûts et évitera des tensions entre bénéficiaires et non-bénéficiaires qui ne représenteraient que 1,5 %. Cependant cette étude a mis en exergue des différences notoires entre les deux sites de Yakoma et Zongo et par conséquent il faudra formuler et cibler les types d'assistance, y compris le soutien aux moyens d'existence, en fonction des besoins et des priorités indiquées dans le tableau suivant. En outre, il faudra prioriser les bénéficiaires des interventions en fonction de leur intention de rester/retourner en RCA, en

utilisant l'approche d'auto-ciblage, et un profilage supplémentaire en fonction des compétences/capacités spécifiques qui s'alignent sur les interventions programmatiques.

	Yakoma	Zongo
Emploi	Formations professionnelles ciblant les femmes qui ne sont pas employées et prêtes à le faire. Accompagnement pour une agriculture soutenable et productive Lien avec le marché du travail local	Formations professionnelles ciblant les femmes qui ne sont pas employées et prêtes à le faire. Aide à l'entrepreneuriat Lien avec le marché du travail local
Réseau d'approvisionnement	Présentation réseau d'approvisionnement congolais dans le domaine agricole/ système de parrainage	Présentation réseau d'approvisionnement congolais dans le domaine du commerce/ système de parrainage
Santé (Avec soutien des partenaires)	Amélioration de l'approvisionnement en médicaments et équipements médicaux Soutient à l'achat en médicaments	Augmenter les centres de santé et/ou des postes de santé entre les centres de santé existants
Besoins primaires	Continuation et renforcement de l'assistance alimentaire et sensibilité aux prix locaux	Continuation et renforcement de l'assistance alimentaire et sensibilité aux prix locaux
Protection	Activités de réduction du recours aux stratégies de survie d'urgence, en particulier la prévention de la mendicité	Activités de prévention du recours aux stratégies de survie d'urgence

Dans l'implémentation du ciblage il faudra également évaluer un plan de soutien conjoint à la communauté hôte, qui n'a pas été évaluée dans cette étude, mais qui est également très vulnérable et ne devra pas être laissée de côté, afin de préserver des synergies entre les deux populations, contribuer au renforcement de la résilience sur grande échelle dans les deux

zones et ne pas créer des tensions lors de l'assistance aux réfugiés. Des stratégies de ciblage qui incluent les deux communautés devront donc faire partie de l'engagement futur avec le Hub.

3) Mobilisation de ressources et plaidoyer. Il faudra également prendre en considération la situation des sous financements à laquelle le HCR et le PAM font face. Déjà au cours du premier semestre 2020 les faibles niveaux de financement du HCR ont entraîné d'importantes réductions des programmes en RCA et dans les pays d'asile des réfugiés centrafricains dans divers domaines, notamment dans la coordination et la gestion des camps, dans la construction des abris, dans la distribution d'articles non-alimentaires, ainsi que dans le soutien aux moyens d'existence et les services de soins de santé essentiels pour les réfugiés⁴¹. Le PAM fait également face à une importante insuffisance de fonds pour les programmes d'assistance de ces réfugiés et doit souvent limiter les rations alimentaires qui sont déjà insuffisantes selon la population⁴², en posant aussi une question de priorité entre les réfugiés centrafricains dans les camps et ceux hors camp.

La situation demande un engagement plus important de la part de la communauté internationale, qui doit soutenir davantage les efforts pour répondre à l'urgence des réfugiés centrafricains en RDC et dans d'autres pays voisins.

« Nous avons besoin d'un engagement et d'une solidarité accrues envers la RDC et les membres des communautés locales qui accueillent généreusement des réfugiés et les hébergent chez eux, malgré leurs ressources très limitées. »

Filippo Grandi, Haut-commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés

⁴¹ Source : UNHCR, *Central African Republic situation*, <https://www.unhcr.org/underfunding-2020/wp-content/uploads/sites/107/2020/09/Underfunding-2020-CAR.pdf>

⁴² Source : PAM, Rapport MSA Zongo et Mole, décembre 2021.

Annexes

Annexe 1 : Structure de l'enquête

Thème	Indicateurs
Démographie	Caractéristiques ménage, y compris des CDM, composition, risques de protection, handicap et maladies chroniques, PBS
Possession des biens et abris	Nombre de biens possédés (terre, animaux, biens productifs, transport, total)
	Observations sur les conditions des abris et ses composantes
Moyens d'existence	Capital humain disponible en termes de capacités et activités
	Engagement dans les moyens d'existence
Consommation alimentaire	Sources de nourriture
	Score de consommation alimentaire (FCS/SCA)
Stratégies alimentaires	Stratégies basées sur la consommation alimentaire
Stratégies basées sur les moyens d'existence	Stratégies basées sur les moyens d'existence
Dépenses	Dépenses du ménage (par personne et totales), dépenses pour la nourriture et pour les biens non-alimentaires
	Proportion dépenses alimentaires
Revenus et emploi	Situation professionnelle actuelle et antérieure du ménage
	Défis aux activités économiques des femmes et des enfants
Accès au crédit	Opportunités de crédit
	Dettes
Cohésion sociale	Indice de cohésion sociale communautaire
Accès à la santé	Access aux soins de santé primaires
	Défis à l'accès aux soins de santé primaires
Visites en RCA	Fréquence des visites en RCA
	Raisons des visites en RCA
Mécanismes de gestion des plaintes	Disponibilité et réactivité des mécanismes de gestion plaintes

Annexe 2 : Nouvel afflux de population centrafricaine réfugiée en DRC

	Zongo (Sud Ubangi)				Yakoma/Modale (Nord Ubangi)				
	Congo Rive	Samborola	Sagila	Total	Modale	Yakoma	Limassa	Gomba	Total
Ménages	1 103	833	467	2 403	1 000	1 650	1 179	708	4 537

(Estimation de la répartition des ménages en août 2021)

Annexe 3 : Différence de genre

Indicateurs	CDM femme	CDM homme
Taille moyenne du ménage	4.4	5.3
% CDM sans éducation formelle	51%	24%
% CDM célibataire	46%	16%
% CDM 60+ ans	7%	7%
% CDM malade ou ayant un handicap	5%	9%
Nombre de biens possédés (moyenne)	4,99	6,26
% ménages ayant des têtes d'élevage	25%	41%
% ménages ayant accès à la terre	36%	47%
% ménages avec abris en mauvaises conditions	26%	30%
% ménages ayant un abri permanent	9%	9%
% CDM employés au moment de l'enquête	27%	30%
% ménages ayant aucun moyen d'existence	2%	0,7%
% ménages avec consommation alimentaire pauvre	20%	11%
ISS-r (rCSI) moyen	10,24	9,42
% ménages ayant contracté une dette lors des trois mois précédant l'enquête	64%	72%
% ménages ayant un revenu réduit par rapport à l'année précédant	87%	88%

Annexe 4 : MEB/SMEB révisé -Yakoma

Coût du panier pour un ménage de 5 personnes	Coût du panier réduit pour un ménage de 5 personnes (SMEB)	MEB	SMEB	SMEB (Sans coût loyer)
139,609 CDF	116,117 CDF	269,892 CDF	191,117 CDF	239,892 CDF

Annexe 5 : Dépenses considérées dans le calcul du ECMEN

Type de dépense	Cash	Crédit	Assistance	Propre Production
Dépenses alimentaires				
Céréales		X	X	
Tubercules		X	X	
Légumineuses		X	X	
Fruits et légumes		X	X	
Protéines		X	X	
Gras et huiles		X	X	
Produits laitiers		X	X	
Sucre		X	X	
Sel		X	X	
Boissons		X	X	
Snack		X	X	
Dépenses non-alimentaires				
Alcool		X	X	N/A
Savon		X	X	N/A
Transport		X	X	N/A
Eau pour utilisation domestique		X	X	N/A
Électricité		X	X	N/A
Énergie		X	X	N/A
Loyer		X	X	N/A
Frais de communication		X	X	N/A
Frais médicales		X	X	N/A
Vêtements		X	X	N/A
Frais de scolarité		X	X	N/A
Loyer		X	X	N/A
Réparation de matériels		X	X	N/A
Épargnes		X	X	N/A
Dettes	X	X	X	N/A
Assurance		X	X	N/A
Évènements sociaux		X	X	N/A
Intrants agricoles		X	X	N/A
Bétail		X	X	N/A

Annexe 6 : Synthèse des réalisations du projet PAM de renforcement de la résilience

Activités	Réfugiés et résidents ciblés	Réfugiés	Résidents	Bénéficiaires assistés
Sud Ubangi – Mairie de Zongo (Congo-Rive, Sambolola, Sagila)				
Food For Asset – Création des actifs communautaires	1000 ménages	500 ménages	500 ménages	<p>Cash : 979 ménages assistés avec un montant de 316 800 CDF par ménage pour 66 jours/HJ de participation aux activités FFA.</p> <p>40 jardins communautaires et pépinières installés de 20 ha : sites de maraichage (amarante, épinard, tomates, gombo) et pépinières communautaires de 1000 plantules d'arbres fruitiers/site (manguier, agrumes, avocatier, moringa, acacia, eucalyptus ; corossolier et teck).</p>
Appui en AGR et nutrition sensible	750 ménages	500 ménages	250 ménages	750 ménages appuyés en kits AGR (ex. sel, sucre, huile de palme, soude caustique, etc.) à une valeur de 1 000 USD / groupe de 15 femmes bénéficiaires.
Cohésion sociale et cohabitation pacifique	1750 ménages	1000 ménages	750 ménages	<p>158 membres de 3 comités d'alerte précoce et 15 comités locaux de paix identifiés, installés et formés sur la résolution, prévention et gestion des conflits.</p> <p>Bénéficiaires sensibilisés à travers les théâtres, sketches, match de football, danses culturelles, projection des films, émissions radios.</p>
Nord Ubangi – Territoire de Yakoma (Modale et autres sites)				
Food For Asset – Création des actifs communautaires	1 650 ménages	825 ménages	825 ménages	<p>Cash : 1 635 ménages assistés avec un montant de 316 800 CDF par ménage pour 66 jours/HJ de participation aux activités FFA.</p> <p>66 jardins communautaires et pépinières installés de 33 ha : sites de maraichage (amarante, épinard, tomates, gombo) et pépinières communautaires de 1000 plantules d'arbres fruitiers/site (manguier, agrumes, avocatier, moringa, acacia, eucalyptus ; corossolier et teck).</p>
Appui en AGR et nutrition Sensible	1 250 ménages	625 ménages	625 ménages	1250 ménages appuyés en kits AGR (ex. sel, sucre, huile, soude caustique, etc.) à une valeur de 1 000 USD / groupe de 15 femmes bénéficiaires.
Cohésion sociale et cohabitation pacifique	2 900 ménages	1 450 ménages	1 450 ménages	<p>164 membres d'un comité d'alerte précoce et 152 comités locaux de paix identifiés, installés et formés sur la résolution, prévention et gestion des conflits.</p> <p>Bénéficiaires sensibilisés à travers les théâtres, sketches, match de football, danses culturelles, projection de films, émissions radios.</p>